

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/30782]

3 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les articles 20 et 87, § 3;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 1^{er}, 11°, 14° et 16°, 60, § 3, 63 à 71, 79, 86 à 88, 122 et 124;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 1996 fixant la composition de l'équipe pluridisciplinaire des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, et déterminant les rubriques que doivent comprendre le rapport médico-psychologique et l'étude sociale dont font l'objet les jeunes confiés à ces institutions;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2014 relatif à la mise en place des institutions publiques de protection de la jeunesse, déterminant les différents régimes au sein de ces institutions, établissant le code des institutions publiques de protection de la jeunesse et réglant certaines modalités de fonctionnement de ces institutions;

Vu le « test genre » établi le 14 février 2019 conformément à l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 février 2019;

Vu l'avis n° 180 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 23 avril 2019;

Vu la demande d'avis adressée le 1^{er} mars 2019 à l'Autorité de protection des données, en application de l'article 36, paragraphe 4, du Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), lu en combinaison avec l'article 2 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, et de l'article 23 de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données;

Considérant l'absence d'avis donné au terme du délai de soixante jours prévu par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données;

Vu l'article 26, § 2, de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données;

Vu les avis du 2 avril 2019 et du 17 juin 2019 de l'organe de concertation intra-francophone, conformément à l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Vu l'avis n° 66.217/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er}, 11°, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse (ci-après « le décret du 18 janvier 2018 »), les prises en charge des institutions publiques, comme toutes les prises en charge de jeunes ayant commis un fait qualifié infraction, doivent répondre aux besoins reconnus en matière de délinquance juvénile, viser à la réinsertion sociale du jeune et s'inscrire dans une démarche éducative et restauratrice;

Considérant que la nouvelle organisation des institutions publiques vise à inscrire l'action de celles-ci dans un « continuum éducatif » et donc à faire bénéficier le jeune d'un trajet éducatif qui répond à ses besoins d'insertion familiale et sociale;

Considérant que cette réorganisation, qui entraîne une importante harmonisation des projets éducatifs, garantit un socle commun pour la prise en charge des jeunes confiés aux institutions publiques et limite les prises en charge aux trois types suivants : le diagnostic, l'éducation et l'intermède;

Considérant que le fait de prévoir une phase préalable d'observation et d'évaluation du jeune, par le biais d'un séjour dans une unité de diagnostic, devrait contribuer à éclairer le tribunal de la jeunesse sur la pertinence du recours à un éloignement en institution publique et ainsi à garantir le respect de la subsidiarité de cette mesure mais également à renforcer l'efficacité de la mesure, par la fixation d'objectifs;

Considérant que, sur la base du diagnostic effectué, l'institution publique peut recommander au tribunal de la jeunesse la prise en charge du jeune en institution publique dans une unité d'éducation mais peut aussi estimer qu'une autre mesure, moins privative de liberté, comme par exemple un accompagnement intensif du jeune dans son milieu de vie, constitue une prise en charge adaptée en l'espèce;

Considérant que le décret du 18 janvier 2018 a traduit la volonté du Gouvernement de renforcer les droits des jeunes confiés à une institution publique, en consacrant les droits fondamentaux de ceux-ci dans les articles 63 à 94 du décret;

Considérant que l'article 71, alinéa 1^{er}, du décret du 18 janvier 2018 habilite le Gouvernement à arrêter le règlement général des institutions publiques;

Considérant que l'article 71, alinéas 3 et 4, du décret du 18 janvier 2018 prévoit que le Gouvernement établit un document reprenant les éléments du règlement général liés aux droits et obligations du jeune durant son hébergement et au déroulement de la mesure dont il fait l'objet, rédigé dans un langage accessible, et que ce document est remis à chaque jeune lors de son arrivée à l'institution publique;

Considérant que la nouvelle « structure normative » contribue à renforcer les droits des jeunes, qui sont désormais consacrés soit par le décret soit par le présent arrêté (et non plus par un règlement simplement approuvé par le ministre), et permet de mettre fin à certaines contradictions entre l'actuel « règlement des institutions publiques de protection de la jeunesse » et les normes supérieures, comme en matière de sanctions;

Considérant qu'en vertu de l'article 63, § 3, du décret du 18 janvier 2018, les institutions publiques ne peuvent refuser un jeune qui fait l'objet d'une décision judiciaire ordonnant un hébergement en institution publique pour un motif autre que l'absence de place mais que la décision judiciaire et sa mise en œuvre doivent prendre en considération le projet éducatif de l'institution publique;

Considérant qu'en vertu de l'article 100, alinéa 1^{er}, du décret du 18 janvier 2018, le tribunal de la jeunesse qui envisage de confier un jeune à une institution publique doit consulter la « cellule de liaison » de l'administration, destinée à l'informer des disponibilités de prises en charge et à le conseiller quant au type de prise en charge et que les institutions publiques doivent donc communiquer leurs disponibilités à cette cellule de liaison;

Considérant qu'il n'y a plus lieu de décrire des procédures d'admission dans le projet éducatif de l'institution publique puisque les règles sont fixées en amont par le décret du 18 janvier 2018 et le présent arrêté;

Considérant qu'en vertu de l'article 64 du décret du 18 janvier 2018, le jeune peut s'adresser au directeur de l'institution publique à propos de toute décision qui le concerne personnellement et ainsi obtenir une décision du directeur dans les quarante-huit heures de sa demande écrite;

Considérant qu'en vertu des articles 79 à 94 du décret du 18 janvier 2018, le jeune peut contester une décision prise à son égard par le directeur de l'institution publique en introduisant une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué et ensuite, le cas échéant, introduire un recours contre la décision de ce dernier auprès d'un organe de recours indépendant;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet principal de fixer les types et capacités de prises en charge dans les institutions publiques ainsi que le règlement général des institutions publiques visé à l'article 71 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

2° jeune : le jeune qui fait l'objet d'une mesure d'hébergement en institution publique;

3° administration : l'administration compétente, à savoir l'administration générale de l'aide à la jeunesse;

4° commission de surveillance : la commission de surveillance visée à l'article 73 du décret;

5° organe de recours : l'organe de recours visé à l'article 90 du décret.

Art. 3. § 1^{er}. Pour chaque jeune, il est tenu un dossier, qui comprend les éléments suivants :

1° les décisions judiciaires liées à la mesure d'hébergement en institution publique ainsi que l'ensemble des pièces et décisions communiquées par le tribunal de la jeunesse;

2° les rapports dont le jeune fait l'objet établis par l'institution publique et l'ensemble des éléments que celle-ci transmet au tribunal de la jeunesse;

3° les décisions prises par le directeur de l'institution publique, dont celles relatives aux visites, aux sorties, aux mesures d'isolement, aux limitations ou interdictions de contact avec l'extérieur et aux sanctions, et les pièces y afférentes;

4° les décisions relatives aux contestations visées aux articles 79 à 94 du décret et les pièces y afférentes;

5° les documents relatifs au projet individuel du jeune;

6° les documents relatifs à la scolarité du jeune au sein de l'institution publique qui justifient que les conditions de l'obligation scolaire sont rencontrées.

§ 2. Le jeune, les personnes exerçant l'autorité parentale à son égard et leur avocat peuvent consulter les pièces du dossier du jeune, à l'exception des pièces communiquées par les autorités judiciaires portant la mention « confidentiel ».

Toutefois, le directeur de l'institution publique peut refuser la consultation d'une ou plusieurs pièces du dossier si l'intérêt du jeune l'exige. Dans ce cas, la décision mentionne les voies de recours dont dispose le demandeur.

Lors de la consultation du dossier, qui se déroule dans un lieu approprié, le jeune ou la personne exerçant l'autorité parentale à son égard est accompagné(e) soit de son avocat soit d'un membre de l'équipe éducative.

La personne qui accompagne le jeune ou la personne exerçant l'autorité parentale à son égard lors de la consultation du dossier lui fournit les explications et les commentaires nécessaires et veille particulièrement à offrir au jeune un accompagnement approprié, tenant compte de son degré de maturité et des informations contenues dans son dossier.

§ 3. Sauf exception prévue par ou en vertu de la loi, le jeune, les personnes exerçant l'autorité parentale à son égard et leur avocat peuvent obtenir gratuitement copie des pièces du dossier, selon les modalités prévues par le ministre.

Le jeune et les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ne peuvent obtenir copie que des pièces qu'ils ont consultées conformément au paragraphe 2.

Toute copie d'une pièce du dossier du jeune mentionne qu'elle ne peut être communiquée que dans le respect des alinéas 1^{er} et 2 du paragraphe 2 et qu'elle ne peut être utilisée dans une autre procédure que celle relative à la mesure de protection qui fait l'objet du dossier dont elle est extraite.

Art. 4. Lorsqu'une décision n'est pas motivée, en application de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, le fonctionnaire dirigeant est informé, dans les vingt-quatre heures, de cette décision ainsi que des motifs qui justifient cette absence de motivation. S'il estime ces motifs insuffisants, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué ordonne que la décision soit motivée.

Les décisions qui ne sont pas motivées sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet, dans lequel sont mentionnées la motivation de la décision prise à l'égard du jeune et la motivation de la décision de ne pas communiquer au jeune la motivation de la décision le concernant.

Ce registre ne peut être consulté que par le fonctionnaire dirigeant et les membres de la commission de surveillance et de l'organe de recours et les magistrats du Conseil d'Etat ou de l'ordre judiciaire lorsque le litige qui leur est soumis le requiert.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Art. 5. Les décisions prises à l'égard du jeune dans le cadre du présent arrêté lui sont communiquées, oralement et par écrit, dans un langage accessible.

Si le jeune ne maîtrise pas le français, il est fait appel à tout moyen raisonnable afin de lui permettre de comprendre la décision et sa motivation.

Les décisions visées à l'alinéa 1^{er} sont également communiquées aux personnes exerçant l'autorité parentale à l'égard du jeune et à son avocat.

Art. 6. Au plus tard dans les six mois de leur entrée en fonction, l'administration assure la formation de base de chaque membre du personnel de l'institution publique, qui tient compte de sa formation initiale et de la fonction qu'il est appelé à exercer au sein de l'institution.

Durant l'exercice de sa fonction, l'administration assure la formation continue de chaque membre du personnel, qui consiste en l'approfondissement de la formation de base et l'actualisation des savoirs en fonction de l'évolution des connaissances.

La formation de base et la formation continue portent en particulier sur le respect des droits et de l'intérêt du jeune ainsi que sur les projets éducatifs.

L'administration favorise la participation des membres du personnel à des formations organisées par d'autres services ou organismes et qui leur permettent d'améliorer les compétences nécessaires à l'exercice de leur fonction au sein de l'institution.

Art. 7. Chaque institution publique dispose d'un règlement d'ordre intérieur qui contient les modalités de mise en œuvre des droits et obligations du jeune, prévus par le décret et par le présent arrêté.

Le ministre établit les modalités communes à toutes les institutions publiques et détermine les modalités qui sont fixées par chaque institution publique.

Le règlement d'ordre intérieur est rédigé dans un langage accessible au jeune.

TITRE 2. — Les types et capacités de prises en charge dans les institutions publiques

Art. 8. Les institutions publiques de protection de la jeunesse de la Communauté française, à régimes ouvert et fermé, sont les suivantes :

- 1° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Braine-le-Château;
- 2° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Fraipont;
- 3° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Jumet;
- 4° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Saint-Servais;
- 5° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Wauthier-Braine;
- 6° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Saint-Hubert.

Art. 9. Les institutions publiques de protection de la jeunesse offrent trois types de prises en charge, tant en régime ouvert qu'en régime fermé :

- 1° le diagnostic;
- 2° l'éducation;
- 3° l'intermède.

Art. 10. L'unité de diagnostic héberge le jeune pour une durée de trente jours non renouvelable afin de procéder à une évaluation structurée des risques de récurrence, des besoins, des forces et des facteurs de réceptivité du jeune, en vue de déterminer un plan d'intervention fixant les objectifs à atteindre par le jeune et de proposer au tribunal de la jeunesse, dans le rapport d'évaluation requis par l'article 65, alinéa 1^{er}, du décret, la mesure qui semble la plus adéquate, en tenant notamment compte de la hiérarchie prévue aux articles 101, § 1^{er}, alinéa 2, 108, alinéa 3, et 122, alinéas 1^{er} et 3, du décret.

Art. 11. § 1^{er}. L'unité d'éducation héberge le jeune pour une durée maximale de trois mois, renouvelable, afin de lui faire prendre conscience des actes qui ont conduit à la mesure d'éloignement et de leurs éventuelles conséquences sur autrui, tout en veillant à valoriser l'image du jeune, à rechercher la solution la plus adaptée à sa situation et à veiller à ce que l'éloignement ne soit pas prolongé au-delà de la durée nécessaire.

La famille et les familiers sont considérés comme des partenaires de l'unité dans l'éducation du jeune.

§ 2. L'unité d'éducation intra-muros élabore, en régime ouvert ou fermé, un projet individuel visant la stabilisation comportementale, psychologique et affective préalable au retour du jeune dans la société, en ce compris le retour dans un milieu scolaire ou semi-professionnel.

L'unité d'éducation extra-muros élabore, en régime ouvert, un projet individuel d'accompagnement du jeune dans un milieu scolaire ou semi-professionnel, qui consolide les acquis du projet réalisé intra-muros ou qui pallie l'impossibilité momentanée de réaliser ce projet dans le milieu de vie du jeune.

§ 3. Un jeune ne peut être pris en charge dans une unité d'éducation que s'il a fait l'objet d'une évaluation, réalisée par une unité de diagnostic ou par un service public d'accompagnement, mis en place en vertu de l'article 120, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret, et datant de six mois au plus.

Jusqu'au 31 décembre 2022, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'obligation de soumettre le jeune à une évaluation préalablement à sa prise en charge par une unité d'éducation ne s'applique que dans les cas déterminés par le ministre en concertation avec les magistrats membres du comité de concertation visé à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif à la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'aide à la jeunesse.

Toutefois, lorsqu'il n'y a pas de place disponible dans une unité de diagnostic, le jeune peut être pris en charge en institution publique par une autre unité jusqu'à ce qu'une place soit disponible dans une unité de diagnostic.

Art. 12. L'unité d'intermède héberge pour une durée de quinze jours, renouvelable une fois, le jeune hébergé par une institution publique ou par un service agréé ou accompagné par un service public mis en place en vertu de l'article 120, alinéa 1^{er}, 1°, du décret ou par un service agréé et dont le comportement violent nécessite un éloignement temporaire en vue de favoriser le maintien des liens avec les membres du personnel du service concerné.

Art. 13. § 1^{er}. Les types et les capacités de prise en charge de l'ensemble des institutions publiques sont répartis comme suit, les capacités indiquées entre parenthèses étant des places d'urgence :

Type de prise en charge G = garçons F = filles	Institution publique de protection de la jeunesse de						Total par type de prise en charge
	Braine-le-Château	Fraipont	Jumet	Saint-Hubert	Saint-Servais	Wauthier-Braine	
Diagnostic - ouvert ou fermé				30 G (+3)	7 F (+1)		37 (+4)
Education - ouvert - intra-muros		36 G			24 F	32 G	92
Education - ouvert - extra-muros		10 G	22 G				32
Education - fermé	30 G (+3)	10 G (+1)			4 F (+1)	10 G	54 (+5)
Intermède - ouvert					2 F	10 G	12
Intermède - fermé	10 G						10
Total par institution publique	40 <qa>(+3)	56 (+1)	22	30 (+3)	37 (+2)	52	237 (+9)

§ 2. Le ministre détermine les critères et les modalités d'utilisation des places d'urgence.

TITRE 3. — *Le règlement général des institutions publiques*

CHAPITRE 1^{er}. — *Les projets éducatifs*

Art. 14. Pour chaque type de prise en charge visée aux articles 9 à 13, un projet éducatif commun aux différentes institutions publiques décrit :

1° les références théoriques et méthodologiques dans lesquelles s'inscrit l'intervention;

2° les étapes et les modalités de la prise en charge;

3° la nature, la fréquence, les conditions et les modalités des sorties autres que celles visées à l'article 54, § 1^{er};

4° les gratifications dont peuvent faire l'objet les comportements positifs du jeune;

5° les rôles et missions des membres du personnel dans sa mise en œuvre;

6° les modalités de collaboration avec la famille, les familiers et les intervenants sociaux qui concourent à l'objectif d'évaluation ou au projet d'éducation et d'insertion du jeune;

7° les outils d'évaluation du jeune, en ce compris ceux permettant le recueil de sa parole.

Le projet éducatif commun garantit au jeune le droit d'accéder à une bibliothèque, le droit de pratiquer des activités intellectuelles, culturelles ou artistiques, le droit de pratiquer des activités sportives et de plein air et le droit de participer à des activités collectives de détente.

De plus, chaque institution publique décrit, pour chaque type de prise en charge qu'elle offre, les activités éducatives et de loisir qu'elle organise.

Art. 15. Les projets éducatifs communs et leurs éventuelles modifications sont élaborés par le comité des projets éducatifs et approuvés par le ministre.

Toutefois, l'institution publique peut expérimenter une nouvelle méthodologie relative à la prise en charge, moyennant l'autorisation préalable de l'administration et l'information préalable du ministre. La prolongation de cette expérimentation au-delà d'une durée d'un an nécessite l'avis du comité des projets éducatifs et l'accord du ministre.

CHAPITRE 2. — *L'équipe pluridisciplinaire*

Art. 16. L'équipe pluridisciplinaire de l'institution publique est composée comme suit :

1° les membres de l'équipe psycho-médico-sociale, à savoir : les médecins psychiatres, les médecins généralistes, les psychologues, les assistants sociaux et les infirmiers;

2° les membres de l'équipe éducative, à savoir : les éducateurs, les enseignants et les formateurs, en ce compris les conseillers philosophiques et religieux.

CHAPITRE 3. — *Les rapports transmis au tribunal de la jeunesse*

Art. 17. Le ministre détermine, pour chaque type de prise en charge visée à l'article 9, les rubriques des différents rapports transmis au tribunal de la jeunesse en vertu de l'article 65 du décret.

CHAPITRE 4. — *Les modalités de la prise en charge des jeunes**Section 1ère. — L'accueil*

Art. 18. § 1^{er}. Dès son arrivée à l'institution publique, et au plus tard dans les vingt-quatre heures, le jeune est accueilli individuellement par le directeur de l'institution publique ou, en cas d'empêchement, par un membre de l'équipe éducative.

Cet entretien vise notamment à :

- 1° clarifier les circonstances de la mesure d'éloignement;
- 2° expliquer au jeune les étapes et le déroulement de la mesure d'éloignement, dont les rôles des membres du personnel dans sa prise en charge, ainsi que des rapports dont il fera l'objet et des destinataires de ceux-ci;
- 3° fournir ou rappeler au jeune les coordonnées de son avocat et l'informer de son droit de communiquer avec lui;
- 4° informer le jeune de la mission et des coordonnées du délégué général aux droits de l'enfant et de la commission de surveillance ainsi que des modalités selon lesquelles il peut les saisir;
- 5° expliquer au jeune les droits et obligations prévus par le décret et par le présent arrêté, en particulier les modalités de contestation;
- 6° expliquer au jeune le règlement d'ordre intérieur;
- 7° informer le jeune de ses droits en matière de traitement de ses données personnelles, particulièrement dans le cadre des différents registres.

A l'issue de l'entretien, le jeune reçoit :

- 1° un document d'information, rédigé par l'administration dans un langage accessible, contenant les informations visées à l'alinéa 2, 2°, 3°, 4°, 5° et 7°;
- 2° le règlement d'ordre intérieur;
- 3° les formulaires lui permettant de demander une conciliation, d'introduire une réclamation interne et d'introduire un recours externe conformément aux articles 79 à 94 du décret.

Le jeune signe un document par lequel il déclare avoir reçu les documents visés à l'alinéa 3.

§ 2. Si le jeune ne maîtrise pas le français, il est fait appel à tout moyen raisonnable afin de lui permettre de comprendre les informations visées aux paragraphes 1^{er}.

Art. 19. Sauf décision judiciaire contraire, le jeune a droit à son arrivée à l'institution publique à un appel téléphonique gratuit à l'intérieur du pays ou à l'étranger.

L'institution publique informe par téléphone les personnes exerçant l'autorité parentale à l'égard du jeune de son arrivée à l'institution publique dans les vingt-quatre heures qui suivent celle-ci.

L'information visée à l'alinéa 2 est confirmée par écrit dans les deux jours ouvrables qui suivent l'arrivée du jeune. Le courrier contient les modalités de contact avec le jeune et avec les membres du personnel ainsi qu'une copie du règlement d'ordre intérieur.

Art. 20. Le jeune est examiné par un médecin dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trois jours qui suivent son arrivée.

Avec l'accord du jeune, ce médecin peut prendre contact avec le médecin traitant du jeune afin d'assurer la continuité des soins et traitements.

Section 2. — Les conditions d'hébergement

Art. 21. § 1^{er}. Le jeune séjourne seul dans la chambre qui lui est attribuée.

§ 2. Le ministre fixe les conditions auxquelles les chambres et les espaces communs répondent en matière de santé, de sécurité et d'hygiène, et fixe à cet effet des règles portant au moins sur les dimensions, l'éclairage, l'aération, les installations sanitaires et l'entretien.

§ 3. Le ministre fixe les conditions spécifiques d'aménagement et d'organisation des unités qui prennent en charge les jeunes filles, destinées à permettre l'accompagnement des jeunes filles enceintes et l'hébergement des jeunes filles avec leur enfant de moins de trois ans.

Section 3. — Les effets personnels

Art. 22. § 1^{er}. Le jeune peut disposer des objets personnels qui sont en sa possession lors de son arrivée pour autant qu'ils soient autorisés par le règlement d'ordre intérieur.

Tout objet ne figurant pas dans la liste des objets autorisés peut cependant faire l'objet d'une autorisation du directeur de l'institution publique.

Les objets non autorisés sont conservés par l'institution publique sous sa responsabilité, contre remise d'un reçu.

Le jeune peut demander que les objets dont il est privé soient remis à une personne extérieure, selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Les ventes entre jeunes sont interdites.

Les échanges, prêts et dons entre jeunes sont interdits, sauf autorisation du directeur de l'institution publique.

Art. 23. Le jeune peut porter ses chaussures et vêtements personnels.

Toutefois, le règlement d'ordre intérieur peut, pour des activités spécifiques, imposer le port de vêtements spécifiques fournis par l'institution publique.

L'institution publique met des chaussures et des vêtements adéquats à la disposition des jeunes qui ne disposent pas de chaussures et vêtements personnels ou ne souhaitent pas les porter.

En vue de garantir un respect mutuel au sein de l'institution publique, des limitations au port de certains vêtements peuvent être prévues par le règlement d'ordre intérieur.

L'institution publique prend toutes les dispositions nécessaires pour que les vêtements personnels du jeune soient propres et utilisables.

Art. 24. Le jeune peut se voir remettre, notamment lors des visites, et disposer des objets, denrées et vêtements venant de l'extérieur de l'institution publique pour autant qu'ils soient autorisés par le règlement d'ordre intérieur.

En régime fermé, le jeune peut, dans les conditions et selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur, se procurer à ses propres frais des biens durables et de consommation par l'entremise d'un service organisé sans but lucratif par l'institution publique, qui répond autant que possible aux demandes des jeunes.

Art. 25. Un compte rubriqué est ouvert au nom du jeune et géré par l'institution publique sous la responsabilité du directeur de l'institution publique.

Les personnes qui gèrent ce compte personnel sont tenues à une obligation de discrétion.

L'argent de poche fourni au jeune par la Communauté française est versé sur ce compte et le jeune peut également recevoir de l'argent de l'extérieur sur ce compte.

Le jeune dispose librement de l'argent qui se trouve sur son compte, sans que le solde du compte puisse être négatif.

Aucun prélèvement d'argent ne peut être opéré sur le compte du jeune sans son accord écrit exprès.

Les transactions financières entre jeunes hébergés dans l'institution publique sont interdites, sauf autorisation individuelle du directeur.

Le jeune ne peut pas avoir d'argent liquide au sein de l'institution publique mais peut s'en faire remettre en provenance de son compte à l'occasion des sorties.

Lors de la sortie définitive du jeune, le compte est clôturé et le solde lui est restitué.

Art. 26. Le jeune peut décorer la chambre qui lui est attribuée, dans les limites fixées par le règlement d'ordre intérieur.

Section 4. — La pratique religieuse et philosophique

Art. 27. § 1^{er}. Le jeune a le droit de pratiquer sa religion ou sa philosophie, de manière individuelle et collective, selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

L'institution publique veille à faciliter l'exercice des pratiques religieuses et philosophiques, notamment en ce qui concerne le régime alimentaire et l'observance des temps de jeûne. Elle fournit un local pour l'exercice de ces pratiques.

§ 2. Le jeune a droit à l'assistance religieuse, spirituelle ou morale d'un conseiller philosophique ou religieux attaché ou admis à l'institution publique à cet effet, de manière individuelle et collective, selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

Le jeune peut s'entretenir seul avec un conseiller philosophique ou religieux dans sa chambre ou dans le local où il est mis à l'isolement.

Dans tous les cas, l'assistance ne peut entraîner de prosélytisme auprès du jeune.

Le programme éducatif des conseillers philosophiques et religieux est porté à la connaissance du directeur de l'institution publique.

Section 5. — L'enseignement

Art. 28. Le jeune reçoit un enseignement adapté à ses besoins et aptitudes et propre à préparer une réintégration scolaire, sauf lorsqu'il est pris en charge par une unité d'intermède.

L'institution publique intègre les jeunes, autant que possible et progressivement, dans les établissements scolaires extérieurs ou développe avec ces derniers des collaborations permettant d'obtenir une valorisation ou la certification des aptitudes et compétences acquises par le jeune pendant son hébergement dans l'institution.

L'institution publique veille à accompagner les jeunes concernés en vue de l'obtention de l'épreuve générale externe.

Si l'enseignement est dispensé à l'intérieur de l'institution publique, il l'est prioritairement par des enseignants qualifiés.

Sans préjudice de l'intérêt du jeune, l'institution publique se met en rapport avec l'école fréquentée par le jeune avant son éloignement de manière à instituer une collaboration pour le suivi du programme et pour favoriser sa réinsertion après la fin de la mesure. Elle en informe les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune.

L'institution publique accorde une attention particulière aux besoins spécifiques des jeunes illettrés, analphabètes ou ne maîtrisant pas la langue française, auxquels un enseignement adapté est dispensé.

Section 6. — La santé et l'hygiène

Art. 29. L'institution publique fournit au jeune une alimentation équilibrée, en quantité suffisante et adaptée aux exigences de son état de santé.

Le jeune peut disposer d'une nourriture végétarienne.

Art. 30. L'institution publique veille à ce que le jeune puisse soigner son hygiène corporelle.

A cette fin, il donne accès au jeune à des installations sanitaires hygiéniques et respectant son intimité et lui fournit les articles de toilette nécessaires.

Art. 31. Le jeune a le droit de recevoir les soins de santé nécessaires à ses besoins spécifiques, équivalents à ceux dispensés dans la société.

Les soins de santé dispensés avant l'arrivée du jeune à l'institution publique continuent à l'être de manière équivalente pendant son hébergement dans l'institution.

L'institution publique s'assure de la continuité des soins à la fin de l'hébergement du jeune.

Art. 32. § 1^{er}. Lorsque le personnel de l'institution publique l'estime nécessaire ou à la demande du jeune, celui-ci est pris en charge par le service médical de l'institution publique dans les meilleurs délais et au plus tard dans les quarante-huit heures qui suivent la demande.

Si l'institution publique n'est pas en mesure d'apporter les soins nécessaires, elle fait appel à un prestataire de soins extérieur, dans le même délai, aux frais de l'administration.

§ 2. Les jeunes filles enceintes sont transférées dans un hôpital pour l'accouchement.

Les jeunes filles enceintes qui demandent une interruption volontaire de grossesse sont transférées dans un établissement de soins auquel est attaché un service d'information.

§ 3. Lorsque le jeune hébergé en régime fermé est transféré dans un hôpital ou un établissement de soins, celui-ci est considéré comme une extension de l'institution publique, sans que cela puisse porter atteinte à la qualité des soins prodigués.

Art. 33. Le jeune peut faire appel au prestataire de soins de son choix à ses propres frais et se faire traiter par celui-ci, pour autant que les personnes exerçant l'autorité parentale à son égard donnent leur accord sur la prise en charge des frais.

Dans ce cas, le directeur de l'institution publique veille à ce que le prestataire de soins soit contacté au plus vite.

Art. 34. L'administration de médicaments ne peut avoir lieu qu'avec le consentement libre et éclairé du jeune.

Le jeune a le droit d'obtenir gratuitement les médicaments dont il a besoin et de suivre les traitements et le régime alimentaire qui lui sont prescrits par un médecin.

Art. 35. Moyennant information et accord préalable du jeune, l'institution publique informe les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune de son état de santé.

En cas de modification importante de l'état de santé du jeune ou lorsque le jeune est transféré vers un hôpital ou un établissement de soins, le directeur de l'institution publique en avise immédiatement les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune.

Lorsque le jeune est en danger de mort ou décède, le directeur en informe immédiatement les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune, si elles en font la demande, sont mises en rapport avec le médecin attaché à l'institution.

Art. 36. Afin de garantir un espace protégé d'écoute et d'expression au jeune qui nécessite des soins psychologiques ou psychiatriques, l'institution publique collabore notamment avec les institutions du secteur de la santé mentale et garantit l'accès gratuit à des consultations psychologiques ou psychiatriques auprès de professionnels externes à l'institution publique.

Le directeur de l'institution publique assure les conditions nécessaires au respect du secret professionnel entre les professionnels externes et les professionnels de l'institution publique.

Les professionnels de l'institution publique ne peuvent pas exercer simultanément une activité éducative ou psycho-médico-sociale au bénéfice des mêmes jeunes en dehors de l'institution.

Sans préjudice des règles déontologiques de chacun, les professionnels externes informent le directeur de l'institution publique de tout élément pouvant nuire à la santé ou à la sécurité des jeunes ou du personnel de l'institution publique.

Art. 37. Les prestataires de soins conservent leur indépendance professionnelle.

Leurs évaluations et décisions concernant la santé du jeune sont fondées uniquement sur des critères médicaux.

La fonction de prestataire de soins est incompatible avec une mission d'expert au sein de l'institution publique.

Section 7. — L'argent de poche

Art. 38. Le jeune reçoit 10,50 euros par semaine à titre d'argent de poche.

Chaque année, au 1^{er} janvier, ce montant est adapté à l'indice santé des prix à la consommation.

Art. 39. L'argent de poche n'est pas dû à un jeune absent sans justification pendant plus de vingt-quatre heures.

Le jeune récupère son droit à l'argent de poche dès sa réintégration dans l'institution publique.

L'argent de poche non distribué du fait de l'absence du jeune est exclusivement affecté à la rencontre des besoins individuels des jeunes pris en charge. Cette affectation est soumise à l'approbation du directeur de l'institution publique.

Art. 40. L'épargne de l'argent de poche peut être encouragée avec l'accord du jeune.

CHAPITRE 5. — Les contacts avec l'extérieur

Section 1^{ère}. — La correspondance

Art. 41. L'institution publique fournit au jeune le matériel nécessaire afin qu'il puisse correspondre gratuitement avec toute personne de son choix.

Le jeune envoie et reçoit ses lettres par l'entremise du directeur de l'institution publique.

Art. 42. Les lettres adressées au jeune peuvent, préalablement à leur remise, être soumises au contrôle du directeur de l'institution publique en vue du maintien de l'ordre ou de la sécurité.

Ce contrôle porte sur la présence d'objets ou de substances qui sont étrangers à la correspondance et n'autorise pas la lecture de la lettre. Dans ce cas, le jeune est invité à ouvrir l'envoi en présence du directeur qui, lorsque cela est absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité, peut exiger la remise des objets ou substances joints à la lettre.

Art. 43. Les lettres envoyées par le jeune ne sont, préalablement à leur envoi, pas soumises au contrôle du directeur de l'institution publique, sauf s'il s'agit de vérifier que le jeune n'écrit pas à une personne avec qui il ne peut communiquer, suite à une décision judiciaire ou à une décision du directeur prise en vertu de l'article 67 du décret.

Art. 44. Les lettres à destination des personnes ou autorités suivantes ne sont pas soumises au contrôle visé à l'article 42 :

- 1° l'avocat du jeune;
- 2° le Roi;
- 3° les agents consulaires et du corps diplomatique du pays dont est originaire le jeune;
- 4° les présidents des assemblées parlementaires du pays;
- 5° les ministres et secrétaires d'Etat des gouvernements fédéral, communautaires et régionaux;
- 6° l'administration;
- 7° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 8° le Comité des droits de l'enfant;
- 9° les membres de la commission de surveillance et les personnes ou instances chargées du contrôle de l'institution publique;
- 10° l'organe de recours;
- 11° la Cour constitutionnelle;
- 12° les autorités judiciaires;
- 13° le Conseil d'Etat;
- 14° les médiateurs de l'Etat fédéral, des communautés et des régions;
- 15° le service de médiation instauré auprès de la commission fédérale " Droits du patient ";
- 16° l'Ordre des avocats de l'arrondissement dans lequel l'institution publique est située;
- 17° le Conseil supérieur de la Justice;
- 18° le Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations;
- 19° le Comité permanent de contrôle des services de police;
- 20° l'Ordre des médecins;
- 21° la Cour européenne des droits de l'homme;
- 22° le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants;
- 23° le Comité des droits de l'homme des Nations Unies;
- 24° le Comité contre la torture des Nations Unies.

La liste de personnes et autorités prévue à l'alinéa 1^{er} peut être complétée par le gouvernement.

Afin d'assurer la liberté de correspondre, la qualité et l'adresse professionnelle de ces personnes ou autorités et l'identité du jeune figurent sur l'enveloppe.

Section 2. — Les visites

Art. 45. Le jeune a le droit de recevoir la visite des personnes de son choix selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur, à raison de :

- 1° au moins une heure par semaine s'il bénéficie de sorties;
- 2° au moins trois heures par semaine s'il ne bénéficie pas de sorties.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les règles applicables aux visites, tant en ce qui concerne la procédure d'enregistrement qu'en ce qui concerne le comportement des jeunes et des visiteurs.

L'institution publique veille à ce que la visite se déroule dans des conditions qui préservent ou renforcent les liens affectifs avec les proches du jeune.

Art. 46. § 1^{er}. Une surveillance est exercée pendant la visite en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité.

Cette surveillance consiste uniquement en un contrôle visuel, sauf s'il existe des indices individualisés qu'une autre forme de contrôle est nécessaire dans l'intérêt de l'ordre ou de la sécurité.

Seule une surveillance visuelle peut être exercée durant les visites de l'avocat du jeune.

§ 2. En cas de risques pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité, le directeur de l'institution publique peut :

- 1° imposer au visiteur de présenter un document d'identité et de déposer ses effets dans un endroit fermé à clef;
- 2° limiter le nombre de personnes admises en même temps auprès du jeune;
- 3° interdire l'entrée d'un visiteur, uniquement pour la prochaine visite prévue, ou imposer la présence continue d'un membre du personnel dans la pièce dans laquelle la visite a lieu.

§ 3. Le membre du personnel qui surveille la visite peut y mettre fin prématurément lorsque le visiteur ou le jeune accomplit des actes qui sont contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs ou enfreint le règlement d'ordre intérieur.

Art. 47. Les visites des personnes suivantes ne peuvent être interdites ni limitées dans leur nombre ou dans leur durée :

- 1° l'avocat du jeune;
- 2° les magistrats du tribunal de la jeunesse;
- 3° les membres des assemblées parlementaires du pays;
- 4° les agents consulaires et du corps diplomatique du pays dont est originaire le jeune;
- 5° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 6° les membres de la commission de surveillance et les personnes ou instances chargées du contrôle de l'institution publique.

Art. 48. Les visites et les décisions d'interdiction ou de restriction de celles-ci sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet, qui précise pour chaque décision :

- 1° l'identité du jeune;
- 2° l'objet de la décision;
- 3° les circonstances ayant amené à prendre la décision et les motifs qui la justifient;
- 4° la durée de l'interdiction ou de la restriction.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

- 1° le ministre;
- 2° l'administration;
- 3° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 4° les membres de la commission de surveillance;
- 5° le jeune;
- 6° l'avocat du jeune.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur de l'institution publique transmet à l'administration un rapport relatif aux décisions d'interdiction ou de restriction de visites prises au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de décisions, leur objet, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés.

Section 3. — Les télécommunications

Art. 49. Le jeune a le droit de communiquer gratuitement par téléphone et par visioconférence avec les personnes de son choix, au moins trois fois par semaine pendant au moins dix minutes, selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

Art. 50. Le directeur de l'institution publique ne peut interdire au jeune une communication par téléphone ou par visioconférence que lorsqu'il existe des indices individualisés que cette communication peut menacer le maintien de l'ordre ou de la sécurité.

Art. 51. L'ensemble des communications du jeune par téléphone et par visioconférence sont privées et confidentielles et ne peuvent pas être écoutées.

Art. 52. Les communications par téléphone et par visioconférence avec les personnes suivantes ne peuvent être interdites ni limitées dans leur nombre ou dans leur durée :

- 1° l'avocat du jeune;
- 2° les magistrats du tribunal de la jeunesse;
- 3° les membres des assemblées parlementaires du pays;
- 4° les agents consulaires et du corps diplomatique du pays dont est originaire le jeune;
- 5° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 6° les membres de la commission de surveillance et les personnes ou instances chargées du contrôle de l'institution publique.

Si l'une des personnes reprises dans la liste visée à l'alinéa 1^{er} appelle l'institution publique pour s'entretenir avec le jeune, il est fait droit à la demande. Si le jeune n'est pas immédiatement disponible, l'institution publique veille à ce qu'il puisse rappeler la personne dans les plus brefs délais.

Art. 53. Tout moyen de télécommunication entre un jeune et l'extérieur de l'institution publique autre que ceux autorisés par le présent arrêté est interdit.

Toutefois, le ministre peut, afin de répondre à l'objectif de réinsertion prévoir l'accès à d'autres moyens de télécommunication que ceux autorisés par le présent arrêté.

CHAPITRE 6. — Les conditions et modalités des sorties

Art. 54. § 1^{er}. Indépendamment du caractère ouvert ou fermé du régime, le jeune peut sortir de l'institution publique en tout temps :

- 1° pour une comparution judiciaire;
- 2° pour des besoins médicaux;
- 3° pour assister à des funérailles en Belgique en cas de décès d'un parent jusqu'au deuxième degré inclus.

§ 2. Sans préjudice de l'article 105, alinéa 3, du décret, pendant les huit premières semaines d'un hébergement en régime fermé, les sorties du jeune sont limitées aux sorties visées au paragraphe 1^{er}.

§ 3. La nature, la fréquence, les conditions et les modalités des sorties autres que celles visées au paragraphe 1^{er} sont fixées par le projet éducatif visé à l'article 14, alinéa 1^{er}.

§ 4. Les sorties non encadrées par un membre du personnel font l'objet d'un programme individuel établi à l'initiative de l'institution publique.

Chaque sortie non encadrée fait l'objet d'une préparation avec le jeune et, le cas échéant, avec sa famille ou ses familiers.

Une évaluation du déroulement de la sortie non encadrée et de l'atteinte des objectifs fixés au préalable est systématiquement réalisée à l'issue de celle-ci.

L'institution publique inclut les évaluations des sorties non encadrées dans les rapports communiqués au tribunal de la jeunesse.

CHAPITRE 7. — *La mesure d'isolement*

Art. 55. Pendant la mesure d'isolement, un membre de l'équipe éducative rend visite au jeune au moins toutes les deux heures entre 8 heures et 22 heures et procède avec lui à des entretiens individuels et à des activités éducatives, en ce compris, le cas échéant, des activités individuelles encadrées à l'intérieur de l'institution publique.

Art. 56. Pendant la mesure d'isolement dans un local spécifique, le jeune ne peut être en possession d'objets susceptibles de mettre en péril sa propre sécurité et celle d'autrui.

Il reçoit une tenue vestimentaire décente et non stigmatisante.

Art. 57. Le local spécifique destiné à l'isolement répond aux normes suivantes :

- 1° le local est régulièrement entretenu, chauffé et ventilé et la température ne peut être inférieure à 18°;
- 2° le local est éclairé naturellement et dispose d'un éclairage électrique suffisant;
- 3° le local permet l'accès à des installations sanitaires garantissant la sécurité et l'hygiène;
- 4° le local a les dimensions minimales suivantes : 9 m² de surface et 22 m³ de volume;
- 5° le local comprend au minimum un lit, une table et un siège fixés au sol et ne permettant pas d'atteindre les luminaires;
- 6° les appareils de chauffage et de ventilation sont placés dans un local technique séparé;
- 7° des mesures sont prises pour prévenir les risques d'incendie et assurer l'évacuation en cas de sinistre.

Art. 58. Les mesures d'isolement sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque mesure :

- 1° l'identité du jeune;
- 2° l'identité du membre de la direction qui prend la mesure d'isolement;
- 3° la date et l'heure du début de la mesure;
- 4° le local dans lequel le jeune a été isolé;
- 5° les circonstances ayant amené à prendre la mesure et les motifs qui la justifient et, le cas échéant, la justification de la nécessité d'utiliser le local spécifique;
- 6° la date et l'heure du rapport écrit adressé au juge en charge du dossier du jeune et à l'avocat du jeune;
- 7° la date et l'heure de la visite du médecin lorsque la mesure d'isolement vise à assurer la sécurité physique du jeune;
- 8° dans le cas d'une prolongation au-delà de vingt-quatre heures, la date et l'heure de l'accord du juge en charge du dossier du jeune;
- 9° la date et l'heure de la fin de la mesure;
- 10° les heures des visites quotidiennes du ou des membre(s) de la direction, l'identité de ce(s) dernier(s) et les observations réalisées;
- 11° les heures des visites quotidiennes du ou des membre(s) de l'équipe pluridisciplinaire, l'identité de ce(s) dernier(s) et les observations réalisées;
- 12° les heures des visites du ou des membres de l'équipe éducative, l'identité du ou des éducateur(s) ainsi que les observations et activités réalisées.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

- 1° le ministre;
- 2° l'administration;
- 3° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 4° les membres de la commission de surveillance;
- 5° le jeune;
- 6° l'avocat du jeune.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur de l'institution publique transmet à l'administration un rapport relatif aux mesures d'isolement prises au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de mesures, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés.

CHAPITRE 8. — *Les sanctions*

Art. 59. Les comportements suivants peuvent faire l'objet d'une sanction :

- 1° les injures et insultes;
- 2° l'atteinte intentionnelle à l'intégrité physique ou psychique d'autrui ou la menace d'une telle atteinte;
- 3° le refus de suivre les injonctions du personnel de l'institution publique;
- 4° le refus de participer à une activité obligatoire;
- 5° la dégradation ou la destruction volontaire des biens de l'institution ou des biens des personnes occupant ou visitant l'institution publique;

- 6° le non-respect de la propreté des locaux;
- 7° la présence dans un lieu non autorisé;
- 8° le non-respect du règlement d'ordre intérieur;
- 9° le vol;
- 10° la possession, la consommation ou le trafic de substances ou d'objets interdits par la loi ou non autorisés par le règlement d'ordre intérieur;
- 11° la fugue ou l'évasion.

Art. 60. Les comportements visés à l'article 59 peuvent faire l'objet des sanctions suivantes, le cas échéant de façon cumulative :

- 1° une réprimande;
- 2° le retrait d'un objet autorisé, notamment s'il est à l'origine du comportement reproché;
- 3° une note d'observation adressée au tribunal de la jeunesse;
- 4° la réalisation d'un travail de réflexion en rapport avec le comportement reproché;
- 5° la suppression d'une activité ou d'une sortie;
- 6° la réalisation d'une tâche domestique supplémentaire;
- 7° la réalisation d'une tâche ou d'une activité visant à réparer le comportement reproché;
- 8° le remboursement du dégât causé par la retenue d'une partie de l'argent de poche.

Les sanctions sont proportionnées aux objectifs d'éducation et de maintien de l'ordre et de la sécurité.

Art. 61. § 1^{er}. Le membre du personnel qui constate un comportement visé à l'article 59 et estime nécessaire qu'une sanction soit infligée transmet dans les vingt-quatre heures un rapport au directeur de l'institution publique.

Ce rapport est signé et mentionne l'identité de son auteur, l'identité du jeune, les faits qui constituent un comportement visé à l'article 59, le lieu, le moment et les circonstances concrètes dans lesquelles ils se sont produits ainsi que les éléments de défense du jeune.

Préalablement à sa décision, le directeur entend le jeune et, s'il l'estime nécessaire, les autres personnes concernées.

Le directeur communique au jeune, oralement et par écrit, sa décision ainsi que les motifs sur lesquels elle repose, en particulier les raisons qui ont déterminé la nature et la durée de la sanction, dans les septante-deux heures de la réception du rapport.

Lors de la communication, tant orale qu'écrite, visée à l'alinéa 4, le jeune est informé des modalités de contestation de la décision.

En l'absence de mention dans la décision des modalités de contestation, le délai d'introduction d'une réclamation visé à l'article 80, § 2, du décret est suspendu jusqu'à ce qu'il y soit remédié.

§ 2. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, le membre du personnel peut, s'il l'estime nécessaire en vue du maintien de l'ordre ou de la sécurité, prendre immédiatement une ou plusieurs des mesures suivantes, pour la durée strictement nécessaire :

- 1° le retrait d'objets;
- 2° l'exclusion de l'activité en cours;
- 3° la séparation du groupe;
- 4° l'isolement conformément à l'article 69 du décret et aux articles 55 à 58 du présent arrêté.

Les mesures visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 3°, ne peuvent être maintenues plus de trois heures sans être confirmées par le directeur de l'institution publique.

Art. 62. Les sanctions sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque mesure pour chaque sanction :

- 1° l'identité du jeune;
- 2° l'identité du membre de la direction qui prend la sanction;
- 3° la date et l'heure du début de la sanction;
- 4° les circonstances ayant amené à prendre la sanction et les motifs qui la justifient;
- 5° la nature, le contenu et la durée de la sanction;
- 6° la date et l'heure de la fin de la sanction;
- 7° le cas échéant, la mesure de retrait d'objet, d'exclusion de l'activité ou de séparation du groupe précédant la sanction, l'identité du membre du personnel qui la prend, la date et l'heure du début de la mesure, les motifs qui la justifient et la date et l'heure de la fin de la mesure.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

- 1° le ministre;
- 2° l'administration;
- 3° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 4° les membres de la commission de surveillance;
- 5° le jeune;
- 6° l'avocat du jeune.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur de l'institution publique transmet à l'administration un rapport relatif aux sanctions prises au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de sanctions, leur nature, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés et contient une analyse critique de l'utilisation et de la portée éducative des sanctions ainsi que de l'utilisation des mesures d'ordre et de sécurité préalables aux sanctions.

CHAPITRE 9. — *Les absences non autorisées*

Art. 63. Le directeur de l'institution publique avise les services de police du territoire concerné et le tribunal de la jeunesse de toute absence non autorisée d'un jeune dans les délais suivants :

- 1° immédiatement s'il s'agit d'une absence non autorisée d'une unité à régime fermé;
- 2° endéans les 12 heures s'il s'agit d'une absence non autorisée d'une unité à régime ouvert.

L'institution publique prévient simultanément les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune et sollicite leur collaboration.

Art. 64. § 1^{er}. La place d'un jeune absent sans autorisation d'une unité d'intermède à régime ouvert est maintenue pendant vingt-quatre heures à compter du moment où cette absence est constatée.

La place d'un jeune absent sans autorisation d'une unité de diagnostic, en régime ouvert ou en régime fermé, est maintenue pendant trois jours à compter du moment où cette absence est constatée.

La place d'un jeune absent sans autorisation d'une unité d'éducation à régime ouvert est maintenue pendant dix jours à compter du moment où cette absence est constatée.

Au terme des délais visés aux alinéas précédents, la place du jeune est déclarée vacante. Dans ce cas, la réintégration éventuelle du jeune absent est subordonnée à une nouvelle décision du tribunal de la jeunesse.

§ 2. La place d'un jeune absent sans autorisation d'une unité d'intermède ou d'éducation à régime fermé est maintenue tant que la mesure n'est pas modifiée par le tribunal de la jeunesse.

La place est cependant déclarée vacante lorsque le jeune est toujours absent sans autorisation au terme de la mesure d'hébergement en institution publique décidée par le tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, la réintégration éventuelle du jeune absent est subordonnée à une nouvelle décision du tribunal de la jeunesse.

Art. 65. L'institution publique informe les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune, les services de police et le tribunal de la jeunesse de toute réintégration.

A chaque réintégration, l'institution publique organise un accueil spécifique par l'équipe éducative du jeune, tel que défini dans le projet éducatif.

Le projet individuel du jeune peut être revu après sa réintégration.

CHAPITRE 10. — *La collaboration avec les autorités administratives et judiciaires et l'ensemble des services du secteur*

Art. 66. L'administration met à la disposition des tribunaux de la jeunesse et de l'ensemble des services du secteur les projets éducatifs communs ainsi qu'une brochure de présentation des institutions publiques, reprenant pour chaque institution publique les prises en charges offertes et la liste des activités.

Art. 67. L'administration organise un dialogue régulier avec l'Ordre des barreaux francophones et germanophone afin de garantir l'effectivité des droits de la défense au sein des institutions publiques.

Art. 68. L'administration organise un dialogue régulier avec les services agréés qui prennent en charge des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction afin de garantir la bonne articulation des prises en charge de ces services avec celles des institutions publiques, qu'elles soient concomitantes ou successives.

CHAPITRE 11. — *L'évaluation, la participation et les pratiques innovantes*

Section 1ère. — Le comité des projets éducatifs

Art. 69. Il est institué un comité des projets éducatifs chargé des missions suivantes :

- 1° élaborer les projets éducatifs visés à l'article 14, alinéa 1^{er}, évaluer leur mise en œuvre et examiner les propositions de modification de ceux-ci;
- 2° proposer l'introduction de nouvelles pratiques psycho-éducatives en vue d'améliorer la qualité de la protection apportée aux jeunes;
- 3° évaluer le recueil de la parole des jeunes;
- 4° proposer l'organisation de réunions avec des partenaires publics ou agréés en vue d'échanger sur les pratiques professionnelles et proposer les thématiques et questions traitées dans ce cadre.

Art. 70. § 1^{er}. Le comité des projets éducatifs se compose des membres suivants :

- 1° le fonctionnaire dirigeant ou son représentant et deux membres du personnel de l'administration de niveau 1;
- 2° le directeur de chaque institution publique ou le membre de la direction qu'il désigne pour le suivi des projets éducatifs;
- 3° un membre de l'équipe éducative d'une unité de diagnostic pour garçons;
- 4° un membre de l'équipe éducative d'une unité de diagnostic pour filles;
- 5° un membre de l'équipe éducative d'une unité d'éducation à régime ouvert intra-muros pour garçons;
- 6° un membre de l'équipe éducative d'une unité d'éducation à régime ouvert intra-muros pour filles;
- 7° un membre de l'équipe éducative d'une unité d'éducation à régime ouvert extra-muros;
- 8° un membre de l'équipe éducative d'une unité d'éducation à régime fermé pour garçons;
- 9° un membre de l'équipe éducative d'une unité d'éducation à régime fermé pour filles;
- 10° un membre de l'équipe éducative d'une unité d'intermède;
- 11° un membre de l'équipe psycho-médico-sociale d'une unité de diagnostic pour garçons;

- 12° un membre de l'équipe psycho-médico-sociale d'une unité de diagnostic pour filles;
- 13° un membre de l'équipe psycho-médico-sociale d'une unité d'éducation à régime ouvert intra-muros pour garçons;
- 14° un membre de l'équipe psycho-médico-sociale d'une unité d'éducation à régime ouvert intra-muros pour filles;
- 15° un membre de l'équipe psycho-médico-sociale d'une unité d'éducation à régime ouvert extra-muros;
- 16° un membre de l'équipe psycho-médico-sociale d'une unité d'éducation à régime fermé pour garçons;
- 17° un membre de l'équipe psycho-médico-sociale d'une unité d'éducation à régime fermé pour filles;
- 18° un membre de l'équipe psycho-médico-sociale d'une unité d'intermède;
- 19° un membre d'une équipe de surveillance;
- 20° un représentant de chaque organisation syndicale représentative des travailleurs du secteur public, désigné par celle-ci.

Les membres visés aux 3° à 19° sont désignés par le fonctionnaire dirigeant.

Pour les membres visés aux 3° à 20°, un membre suppléant est désigné selon les mêmes modalités que le membre effectif.

Le membre suppléant ne siège que pour remplacer le membre effectif.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant ou son représentant assure la présidence du comité des projets éducatifs.

L'administration assure le secrétariat des réunions du comité des projets éducatifs.

§ 3. Le président réunit le comité des projets éducatifs au moins une fois tous les trois ans en vue de l'évaluation des projets éducatifs.

Lorsqu'au moins un tiers des membres du comité des projets éducatifs en font la demande motivée, le président le réunit dans les deux mois de la demande.

Section 2. — Les réunions entre institutions publiques

Art. 71. L'administration organise chaque année au moins deux réunions thématiques ou méthodologiques associant plusieurs institutions publiques et, le cas échéant, d'autres services concernés par le traitement de la délinquance juvénile.

Ces réunions visent à favoriser l'échange sur les pratiques et à évaluer ces dernières.

Section 3. — L'évaluation des projets éducatifs et des pratiques éducatives

Art. 72. Tous les trois ans, l'administration communique au ministre un rapport d'évaluation des projets éducatifs et des pratiques éducatives comprenant :

- 1° la synthèse des débats du comité des projets éducatifs;
- 2° la synthèse des débats des réunions entre institutions publiques;
- 3° le relevé des propositions de modification des projets éducatifs;
- 4° un avis sur l'adéquation des projets éducatifs et des activités propres à chaque institution publique aux besoins spécifiques des jeunes;
- 5° une synthèse des avis et recherches rendus à l'administration par des experts;
- 6° la synthèse des évaluations internes des pratiques éducatives réalisées par les directeurs des différentes institutions publiques, dont les modalités sont fixées par l'administration;
- 7° la synthèse du recueil de la parole des jeunes réalisée par le directeur de chaque institution publique.

Une copie de ce rapport est envoyée au Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Section 4. — La participation

Art. 73. § 1^{er}. L'institution publique organise une concertation régulière permettant aux jeunes de s'exprimer sur les questions d'intérêt collectif.

Les modalités de la concertation sont fixées par le règlement d'ordre intérieur.

§ 2. L'institution publique permet et favorise l'expression individuelle du jeune quant aux conditions d'hébergement et au contenu de sa prise en charge, en en garantissant l'anonymat.

Les modalités du recueil de la parole du jeune sont fixées par le règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE 12. — Les modalités d'évaluation du respect des dispositions du règlement général

Art. 74. L'administration procède à l'inspection in situ de chaque institution publique au moins une fois par an afin d'évaluer le respect des dispositions du règlement général, notamment par la consultation des registres et le recueil de la parole des jeunes.

TITRE 4. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 75. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 1996 fixant la composition de l'équipe pluridisciplinaire des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, et déterminant les rubriques que doivent comprendre le rapport médico-psychologique et l'étude sociale dont font l'objet les jeunes confiés à ces institutions, modifié par les arrêtés du 14 mai 2009 et du 13 mars 2014, est abrogé.

L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2014 relatif à la mise en place des institutions publiques de protection de la jeunesse, déterminant les différents régimes au sein de ces institutions, établissant le code des institutions publiques de protection de la jeunesse et réglant certaines modalités de fonctionnement de ces institutions, modifié par l'arrêté du 17 décembre 2014, est abrogé.

Art. 76. En vue de leur entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021, les projets éducatifs communs visés à l'article 14, alinéa 1^{er}, sont élaborés par un comité provisoire constitué par l'administration et dont la composition garantit la représentation des différentes institutions publiques et des différents types de prises en charge.

Art. 77. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 2019, à l'exception :

1° des articles 7 à 15, des articles 17, 54, 63, 64, 65, 66, 69, 70 et 72 et des mots « et par visioconférence » de l'article 49 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2021;

2° de l'article 21, § 3, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022;

3° de l'article 11, § 3, alinéa 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023;

4° de l'article 75, alinéa 2, en ce qu'il abroge les articles 1/1, 11, 13, § 2, 50, 51, 67, 68, 69, 70, 74, 75, 76 et 78 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2014 relatif à la mise en place des institutions publiques de protection de la jeunesse, déterminant les différents régimes au sein de ces institutions, établissant le code des institutions publiques de protection de la jeunesse et réglant certaines modalités de fonctionnement de ces institutions qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Art. 78. Le ministre ayant la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juillet 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports
et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30782]

3 JULI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 20 en 87, § 3;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de artikelen 1, 11°, 14° en 16°, 60, § 3, 63 tot 71, 79, 86 tot 88, 122 en 124;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1996 tot bepaling van de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, en tot bepaling van de rubrieken die het medisch-psychologisch verslag en de sociale studie over de jongeren die aan die instellingen toevertrouwd zijn, moeten omvatten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 2014 betreffende het instellen van de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, tot vaststelling van de code voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming en tot regeling van sommige nadere regels voor de werking van deze instellingen;

Gelet op de "gendertest" uitgevoerd op 14 februari 2019 overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 februari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 26 februari 2019;

Gelet op het advies nr. 180 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gegeven op 23 april 2019;

Gelet op de aanvraag om advies gestuurd op 1 maart 2019 aan de Gegevensbeschermingsautoriteit, met toepassing van artikel 36, § 4, van de Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) samen gelezen met artikel 2 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens en artikel 23 van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Overwegende het gebrek aan advies na de termijn van zestig dagen bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Gelet op artikel 26, § 2, van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Gelet op de adviezen van 2 april 2019 en 17 juni 2019 van het inter-Franstalig overlegorgaan overeenkomstig het Kaderakkoord tot samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn;

Gelet op het advies nr. 66.217/2 van de Raad van State, gegeven op 17 juni 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat krachtens artikel 1, 11°, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming (hierna "het decreet van 18 januari 2018") de opvang door overheidsinstellingen, zoals alle opvang van jongeren die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, aan erkende behoeften inzake jeugddelinquentie moet beantwoorden, tot doel moet hebben de jongeren in de samenleving opnieuw in te schakelen en gericht moet zijn op opvoeding en herstel;

Overwegende dat de nieuwe organisatie van de overheidsinstellingen ernaar streeft de actie ervan in een "opvoedingscontinuüm" te plaatsen en aldus de jongere te laten genieten van een educatief traject dat zijn behoeften op het gebied van gezins- en sociale integratie vervult;

Overwegende dat deze reorganisatie die een grote harmonisatie van de opvoedingsprojecten inhoudt, een gemeenschappelijke basis waarborgt voor de opvang van jongeren die toevertrouwd worden aan overheidsinstellingen en de tenlastenemingen tot de volgende drie soorten beperkt: diagnose, opvoeding en intermediaire behandeling ;

Overwegende het feit dat het voorzien van een voorafgaande observatie- en beoordelingsfase van de jongere, door middel van een verblijf in een diagnostische eenheid, zou moeten helpen de jeugdrechtbank te informeren over de relevantie van het gebruik van een verwijdering in overheidsinstelling en dus de naleving van de subsidiariteit van deze maatregel te waarborgen, maar ook de doeltreffendheid van de maatregel te versterken door doelstellingen vast te stellen;

Overwegende dat de overheidsinstelling, op basis van de uitgevoerde diagnose, de jeugdrechtbank de opvang van de jongere in een overheidsinstelling in een opvoedingseenheid kan aanbevelen, maar dat zij ook een andere maatregel kan overwegen, met minder vrijheidsbeneming, zoals intensieve begeleiding van de jongere in zijn leefomgeving, die in dat geval een passende opvang is;

Overwegende dat het decreet van 18 januari 2018 de wil van de Regering heeft vertaald om de rechten te versterken die toevertrouwd worden aan een overheidsinstelling, door de fundamentele rechten hiervan in de artikelen 63 tot 94 van het decreet te bekrachtigen ;

Overwegende dat artikel 71, eerste lid, van het decreet van 18 januari 2018 de Regering ertoe machtigt het algemeen reglement van de overheidsinstelling vast te stellen ;

Overwegende dat artikel 71, derde lid en vierde lid, van het decreet van 18 januari 2018 bepaalt dat de Regering een document in een toegankelijke taal opstelt met de elementen van het algemeen reglement die verband houden met de rechten en plichten van de jongere tijdens zijn plaatsing en met het verloop van de maatregel die hem opgelegd wordt en dat dit document aan iedere jong bij zijn opvang in de overheidsinstelling afgegeven wordt;

Overwegende dat de nieuwe « normatieve structuur » tot de behartiging bijdraagt van de rechten van jongeren die voortaan vastgelegd worden door het decreet of door dit besluit (en niet meer door een reglement dat gewoon door de minister goedgekeurd wordt), en die het mogelijk maakt een einde te maken aan bepaalde tegenstrijdigheden tussen het huidige « reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming » en hogere normen, zoals inzake straffen;

Overwegende dat krachtens artikel 63, § 3, van het decreet van 18 januari 2018 de overheidsinstellingen een jongere niet kunnen weigeren op te nemen die het voorwerp is geweest van een gerechtelijke beslissing tot plaatsing in een overheidsinstelling om een andere reden dan de afwezigheid van vrije plaatsen maar dat de gerechtelijke beslissing en haar tenuitvoerlegging het opvoedingsproject van de overheidsinstelling in aanmerking moeten nemen;

Overwegende dat krachtens artikel 100, eerste lid, van het decreet van 18 januari 2018 de jeugdrechtbank die van plan is een jongere toe te vertrouwen aan een overheidsinstelling, een « verbindingscel » van de administratie moet raadplegen die hem inlicht over de mogelijkheden inzake opvang en hem raad geeft wat betreft het aangepaste type en dat de overheidsinstellingen hun mogelijkheden aan deze verbindingscel moeten meedelen;

Overwegende dat de toelatingsprocedures in het opvoedingsproject van de overheidsinstelling niet meer beschreven moeten worden omdat de regels bepaald worden voorafgaand aan het decreet van 18 januari 2018 en dit besluit;

Overwegende dat krachtens artikel 64 van het decreet van 18 januari 2018, de jongere zich tot de directeur van de overheidsinstelling kan richten omtrent elke beslissing die hem persoonlijk betreft en dus een beslissing bekomen van de directeur binnen vierentwintig uur na de ontvangst van de schriftelijke aanvraag;

Overwegende dat krachtens de artikelen 79 tot 94 van het decreet van 18 januari 2018 de jongere een beslissing kan betwisten die genomen wordt ten aanzien van hem door de directeur van de overheidsinstelling door een klacht in te dienen bij de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde en daarna, in voorkomend geval, een beroep kan indienen tegen de beslissing van deze laatste bij een onafhankelijk beroepsorgaan.

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit heeft als hoofddoel de types en capaciteiten van opvang in de overheidsinstellingen vast te stellen, alsook het algemeen reglement van de overheidsinstellingen bedoeld in artikel 71 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ;

2° jongere : de jongere die het voorwerp maakt van een maatregel tot huisvesting in een overheidsinstelling ;

3° bestuur : het bevoegde bestuur, inzonderheid het algemeen bestuur hulpverlening aan de jeugd;

4° toezichtcommissie : de toezichtcommissie bedoeld in artikel 73 van het decreet;

5° beroepsorgaan : het beroepsorgaan bedoeld in artikel 90 van het decreet.

Art. 3. § 1. Voor elke jongere wordt een dossier bijgehouden met de volgende elementen :

1° de gerechtelijke beslissingen in verband met de maatregel tot plaatsing in een overheidsinstelling, alsook alle stukken en beslissingen meegedeeld door de jeugdrechtbank ;

2° de verslagen over de jongere opgesteld door de overheidsinstelling en alle elementen die ze aan de jeugdrechtbank bezorgt;

3° de beslissingen genomen door de directeur van de overheidsinstelling waarvan deze in verband met de bezoeksrechten, het verlaten, de afzonderingsmaatregelen, de beperking of het verbod van contact met de buitenwereld en de straffen, en de daaromtrent stukken ;

4° de beslissingen betreffende de betwistingen bedoeld in de artikelen 79 tot 94 van het decreet en de daarmee verwante stukken ;

5° de documenten betreffende het individueel project van de jongere ;

6° de documenten betreffende het schooltraject van de jongere binnen de overheidsinstelling die bewijzen dat de voorwaarden inzake leerplicht vervuld zijn.

§ 2. De jongeren, de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen over de jongeren en de advocaat mogen de stukken van het dossier van de jongere raadplegen, met uitzondering van de stukken meegedeeld door de gerechtelijke overheden met de vermelding « vertrouwelijk ».

Nochtans kan de directeur van de overheidsinstelling de raadpleging van één of meer stukken van het dossier weigeren indien het belang van de jongere het vereist. In dit geval vermeldt de beslissing de rechtsmiddelen waarover de aanvrager beschikt.

Bij de raadpleging van het dossier die plaatsvindt op een geschikte plaats, wordt de jongere of de persoon die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefent vergezeld ofwel door zijn advocaat ofwel door een lid van het opvoedingsteam.

De persoon die de jongere begeleidt of de persoon die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefent bij de raadpleging van het dossier, geeft hem de nodige verklaringen en commentaren en zorgt inzonderheid ervoor om de jongere een geschikte begeleiding te geven, rekening houdend met zijn maturiteitsgraad en de in zijn dossier bevatte informatie.

§ 3. Behoudens uitzondering voorzien door of krachtens de wet, kunnen de jongere, de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen en hun advocaat gratis een afschrift bekomen van de stukken van het dossier, volgens de nadere regels voorzien door de minister.

De jongere en de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, kunnen slechts een afschrift bekomen van de stukken die ze geraadpleegd hebben overeenkomstig paragraaf 2.

Elk afschrift van een stuk van het dossier van de jongere vermeldt dat het slechts meegedeeld kan worden met inachtneming van het eerste lid en het tweede lid van paragraaf 2 en dat het niet gebruikt kan worden in een andere procedure dan die met betrekking tot de beschermingsmaatregel die het voorwerp is van het dossier waarvan het afkomstig is.

Art. 4. Wanneer een beslissing niet gemotiveerd wordt met toepassing van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, wordt de leidend ambtenaar ingelicht binnen de vierentwintig uur over deze beslissing alsook over de redenen die dit gebrek aan motivering verantwoorden. Als de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde deze redenen onvoldoend acht, beveelt de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde dat de beslissing gemotiveerd moet worden.

De beslissingen die niet gemotiveerd worden, worden opgenomen in een register dat speciaal daartoe voorzien is, waarin vermeld worden de motivering van de beslissing genomen ten opzichte van de jongere en de motivering van de beslissing om de motivering van de beslissing over de jongere hem niet mee te delen.

Dit register kan slechts geraadpleegd worden door de leidend ambtenaar en de leden van de toezichtcommissie en het beroepsorgaan en de magistraten van de Raad van State of van de gerechtelijke orde wanneer het geschil dat hem voorgelegd wordt, het vereist.

De persoonsgegevens die in dit register opgenomen worden, worden behouden tot 31 januari van het jaar volgend op dat van het definitieve verlaten van de jongere.

Art. 5. De beslissingen genomen voor de jongere in het kader van dit besluit worden hem, mondeling en schriftelijk, in een toegankelijke taal meegedeeld.

Als de jongere geen Frans beheerst, wordt een beroep gedaan op elk redelijk middel zodat hij de beslissing en haar motivering kan begrijpen.

De beslissingen bedoeld in het eerste lid worden ook meegedeeld aan de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefent en aan zijn advocaat.

Art. 6. Uiterlijk binnen de zes maanden van zijn indiensttreding zorgt het bestuur voor de basisopleiding van elk personeelslid van de overheidsinstelling die rekening houdt met zijn oorspronkelijke opleiding en het ambt dat hij binnen de instelling zal uitoefenen.

Bij de uitoefening van zijn ambt zorgt het bestuur voor de voortgezette opleiding van elk personeelslid die bestaat in de diepgaande bestudering van de basisopleiding en de actualisering van de kennis in functie van de evolutie van de kennis.

De basisopleiding en de voortgezette opleiding hebben inzonderheid betrekking op de naleving van de rechten en het belang van de jongere alsook op de opvoedingsprojecten.

Het bestuur behartigt de deelneming van de personeelsleden aan de opleidingen die georganiseerd worden door andere diensten of instellingen en die het mogelijk maken om de competenties te verbeteren die nodig zijn voor de uitoefening van hun ambt binnen de instelling.

Art. 7. Elke overheidsinstelling beschikt over een huishoudelijk reglement dat de nadere regels bevat voor de uitvoering van de rechten en plichten van de jongere, zoals bedoeld in het decreet en dit besluit.

De minister bepaalt de nadere regels die gemeen zijn aan alle overheidsinstellingen en bepaalt ook de nadere regels die door elke overheidsinstelling vastgesteld zijn.

Het huishoudelijk reglement wordt in een voor de jongere toegankelijke taal opgesteld.

TITEL 2. — *De types en capaciteiten van opvang in de overheidsinstellingen*

Art. 8. De overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap, met open en gesloten stelsels, zijn de volgende :

- 1° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Kasteelbrakel;
- 2° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Fraipont;
- 3° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Jumet;
- 4° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Saint-Servais;
- 5° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Woutersbrakel;
- 6° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Saint-Hubert.

Art. 9. De overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bieden drie types opvang aan, zowel in het open stelsel als in het gesloten stelsel :

- 1° diagnose;
- 2° opvoeding;
- 3° intermediaire behandeling.

Art. 10. De diagnostische eenheid huisvest de jongere voor een niet-verlengbare periode van 30 dagen om een gestructureerde beoordeling uit te voeren van de risico's op recidive, behoeften, sterke punten en ontvankelijkheidsfactoren van de jongere, om een interventieplan te bepalen dat de door de jongere te bereiken doelstellingen vaststelt en om aan de jeugdrechtbank, in het evaluatieverslag vereist door artikel 65, eerste lid, van het decreet, de maatregel voor te stellen die het meest geschikt lijkt, rekening houdende met de hiërarchie bedoeld in de artikelen 101, § 1, tweede lid, 108, derde 3 en 122, eerste lid en derde lid van het decreet.

Art. 11. § 1. De opvoedingseenheid huisvest de jongere voor een verlengbare maximale duur van drie maanden om hem bewust te maken van de daden die geleid hebben tot de verwijderingsmaatregel en hun mogelijke gevolgen voor anderen door ervoor te zorgen dat het imago van de jongere gevaloriseerd wordt, dat de oplossing die de beste bij zijn situatie past gevonden wordt en dat de verwijdering niet langer duurt dan de vereiste duur.

Het gezin en de naasten worden beschouwd als partners van de eenheid in de opvoeding van de jongere.

§ 2. De intramuros opvoedingseenheid ontwikkelt, in een open of gesloten stelsel, een individueel project gericht op de gedrags-, psychologische en emotionele stabilisatie voorafgaand aan de terugkeer van de jongere in de samenleving, inclusief de terugkeer naar een school of semi-professionele omgeving.

De extramuros opvoedingseenheid ontwikkelt, in een open stelsel, een individueel project om de jongere te begeleiden in een school- of semi-professionele omgeving, die de resultaten van het project intramuros consolideert of de tijdelijke onmogelijkheid van het project compenseert om dit project te realiseren in het leefmilieu van de jongere.

§ 3. Een jongere kan alleen worden opgevangen in een opvoedingseenheid als hij het voorwerp is geweest van een evaluatie die uitgevoerd wordt door een diagnostische eenheid of een openbare begeleidingsdienst die georganiseerd wordt overeenkomstig artikel 120, eerste lid, 1°, van het decreet, en daterend uit hoogstens zes maanden.

Tot 31 december 2022, in afwijking van het eerste lid, is de verplichting om de jongere aan een evaluatie te onderwerpen voorafgaand aan zijn opvang door een opvoedingseenheid, alleen van toepassing in de gevallen bepaald door de minister in overleg met de magistraten leden van het overlegcomité bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008 betreffende de samenwerking tussen de opdrachtgevende overheden en het geheel van de diensten van de sector van de Hulpverlening aan de Jeugd.

Wanneer er echter geen plaats beschikbaar is in een diagnostische eenheid, kan de jongere in een overheidsinstelling door een andere eenheid worden opgenomen totdat een plaats beschikbaar is in een diagnostische eenheid.

Art. 12. De intermediaire eenheid huisvest voor een periode van vijftien dagen, één keer hernieuwbaar, de jongere die opgenomen wordt door een openbare instelling of door een erkende dienst of begeleid door een overheidsdienst ingesteld overeenkomstig artikel 120, eerste lid, 1°, van het decreet of door een erkende dienst en waarvan het gewelddadig gedrag een tijdelijke verwijdering vereist om het onderhouden van contact met de personeelsleden van de betrokken dienst te bevorderen.

Art. 13. § 1. De types en capaciteiten van opvang van alle overheidsinstellingen worden verdeeld als volgt, de capaciteiten vermeld tussen haakjes zijn plaatsen voor dringende opvang :

Type opvang J = jongens M =meisjes	Overheidsinstelling voor jeugdbescherming						Totaal per type opvang
	Kasteelbrakel	Fraipont	Jumet	Saint-Hubert	Saint-Servais	Woutersbrakel	
Diagnostisch – open of gesloten				30 G (+3)	7 F (+1)		37 (+4)
Opvoeding - open - intramuros		36 G			24 F	32 G	92
Opvoeding - open - extramuros		10 G	22 G				32
Opvoeding - gesloten	30 G (+3)	10 G (+1)			4 F (+1)	10 G	54 (+5)
Intermediair - open					2 F	10 G	12
Intermediair - gesloten	10 G						10
Totaal per overheidsinstelling	40 (+3)	56 (+1)	22	30 (+3)	37 (+2)	52	237 (+9)

§ 2. De minister bepaalt de criteria en de nadere regels voor het gebruik van plaatsen voor dringende opvang.

TITEL 3. — *Het algemeen reglement van de overheidsinstellingen***HOOFDSTUK 1. — *Opvoedingsprojecten***

Art. 14. Voor elk type van opvang bedoeld in de artikelen 9 tot 13 beschrijft een opvoedingsproject dat gemeen is aan de verschillende overheidsinstellingen :

- 1° de theoretische en methodologische referenties van het optreden;
- 2° de stappen en de nadere regels voor de opvang ;
- 3° de aard, de frequentie, de voorwaarden en de nadere regels voor de andere vertrekken dan deze bedoeld in artikel 54, § 1 ;
- 4° de gratificaties waaraan het positieve gedrag van de jongere kan worden onderworpen ;
- 5° de taken en opdrachten van de personeelsleden in de uitvoering ervan ;
- 6° de nadere regels voor de samenwerking met het gezin, de leefgenoten en de maatschappelijke hulpverleners die bijdragen aan de evaluatiedoelstelling of het project van opvoeding en inbreng van de jongere;
- 7° de evaluatietools van de jongere, met inbegrip van deze die naar zijn mening luisteren.

Het gemeenschappelijke opvoedingsproject garandeert aan de jongere het recht op toegang tot een bibliotheek, het recht om intellectuele, culturele of artistieke activiteiten uit te oefenen, het recht om sportactiviteiten en buitenactiviteiten uit te oefenen en het recht om deel te nemen aan collectieve ontspanningsactiviteiten.

Bovendien beschrijft elke overheidsinstelling, voor elk type opvang dat zij aanbiedt, de opvoedings- en vrijetijdsactiviteiten die ze organiseert.

Art. 15. De gemeenschappelijke opvoedingsprojecten en de eventuele wijzigingen daarvan worden ontwikkeld door het comité voor opvoedingsprojecten en goedgekeurd door de minister.

De overheidsinstelling kan echter experimenteren met een nieuwe methodologie betreffende de opvang, mits voorafgaande toestemming van het bestuur en voorafgaande informatie van de minister. De verlenging van deze experimenten na een periode van een jaar vereist het advies van het comité voor opvoedingsprojecten en de instemming van de minister.

HOOFDSTUK 2. — *Het pluridisciplinaire team*

Art. 16. Het pluridisciplinaire team van de overheidsinstelling is samengesteld als volgt :

- 1° de leden van het psycho-medisch-sociale team, inzonderheid : de geneesheren psychiaters, de algemeen-geneesheren, de psychologen, de maatschappelijke assistenten en de verplegers ;
- 2° de leden van het opvoedingsteam inzonderheid : de opvoeders, de leerkrachten en de opleiders, met inbegrip van de filosofische en godsdienstige adviseurs.

HOOFDSTUK 3. — *De verslagen aan de jeugdrechtbank*

Art. 17. De minister bepaalt, voor elk type opvang bedoeld in artikel 9, de rubrieken van de verschillende verslagen bezorgd aan de jeugdrechtbank overeenkomstig artikel 65 van het decreet.

HOOFDSTUK 4. — *De nadere regels voor de opvang van jongeren****Afdeling 1. — Opvang***

Art. 18. § 1. Zodra hij aankomt in de overheidsinstelling, en ten laatste binnen 24 uur, wordt de jongere individueel opgevangen door de directeur van de overheidsinstelling of, in geval van verhindering, door een lid van het opvoedingsteam. Dit onderhoud heeft, inzonderheid, tot doel :

Dit onderhoud heeft tot doel:

- 1° de omstandigheden van de verwijderingsmaatregel op te helderen ;
- 2° de jongere uitleg te geven over de stappen en de voortgang van de verwijderingsmaatregel, waaronder de taken van de personeelsleden wat betreft zijn opvang, alsook de verslagen waarvan hij het voorwerp zal zijn en de personen die deze zullen ontvangen;
- 3° de jongere kennis geven of herinneren aan de contactgegevens van zijn advocaat en hem op de hoogte stellen van zijn recht om met hem te communiceren;
- 4° de jongere op de hoogte brengen van de opdracht en de contactgegevens van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en de commissie van toezicht, alsmede de nadere regels waaronder hij deze kan aanvragen om op te treden;
- 5° de jongere uitleg geven over de rechten en plichten bedoeld in het decreet en dit besluit, inzonderheid de nadere regels voor de betwisting ;
- 6° de jongere uitleg geven over het huishoudelijk reglement ;
- 7° de jongere uitleg geven over zijn rechten inzake verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid in het kader van de verschillende registers.

Na het onderhoud krijgt de jongere :

- 1° een informatiedocument, opgesteld door de administratie in een toegankelijke taal, met de informatie bedoeld in het tweede lid 2, 2°, 3°, 4°, 5° e 7° ;
- 2° het huishoudelijk reglement ;
- 3° de formulieren om een verzoening aan te vragen, een interne klacht en een extern beroep in te dienen overeenkomstig de artikelen 79 tot 94 van het decreet.

De jongere ondertekent een document waarmee hij verklaart de documenten bedoeld in het derde lid te hebben ontvangen.

§ 2. Als de jongere geen Frans beheerst, wordt een beroep gedaan op elk redelijk middel zodat hij de informatie bedoeld in de paragrafen 1 kan begrijpen.

Art. 19. Behoudens andersluidende rechterlijke beslissing heeft de jongere bij aankomst in de overheidsinstelling recht op een gratis telefoontje naar het binnen- of buitenland.

De overheidsinstelling informeert per telefoon de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen over de jongere over zijn aankomst in de overheidsinstelling binnen de vierentwintig uur na zijn aankomst.

De informatie bedoeld in het tweede lid wordt schriftelijk bevestigd binnen de twee werkdagen na de aankomst van de jongeren. De brief bevat de nadere regels van het contact met de jongere en met de personeelsleden, alsook een afschrift van het huishoudelijk reglement.

Art. 20. De jongere wordt zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen drie dagen na aankomst door een arts onderzocht.

Met toestemming van de jongere kan deze arts contact opnemen met de behandelend arts van de jongere om de continuïteit van de zorg en behandeling te waarborgen.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor huisvesting

Art. 21. § 1. De jongere verblijft alleen in de kamer die hem toegewezen wordt.

§ 2. De minister bepaalt de voorwaarden waaraan de kamers en gemeenschappelijke ruimtes moeten beantwoorden inzake gezondheid, veiligheid en hygiëne, en stelt regels vast die inzonderheid betrekking hebben op de afmetingen, de verlichting, de ventilatie, de sanitaire installaties en het onderhoud.

§ 3. De minister bepaalt de specifieke voorwaarden voor de regeling en de organisatie van eenheden die jonge meisjes opvangen, bedoeld om de begeleiding van jonge zwangere meisjes mogelijk te maken en de opvang van jonge meisjes met hun kind jonger dan drie jaar.

Afdeling 3. — Persoonlijke bezittingen

Art. 22. § 1. De jongere mag bij aankomst over de persoonlijke bezittingen beschikken die hij in zijn bezit heeft, op voorwaarde dat dit door het huishoudelijk reglement is toegestaan.

Elk voorwerp dat niet in de lijst van toegestane voorwerpen is opgenomen, kan echter wel door de directeur van de overheidsinstelling worden toegestaan.

Niet-toegelaten voorwerpen worden door de overheidsinstelling onder zijn verantwoordelijkheid bewaard, tegen ontvangstbewijs.

De jongere kan verzoeken dat de voorwerpen die in bewaring worden genomen, overgedragen worden aan een externe persoon, overeenkomstig de nadere regels bepaald door het huishoudelijk reglement.

§ 2. Verkoop tussen jongeren is verboden.

Uitwisselingen, leningen en giften tussen jongeren zijn verboden, tenzij met toestemming van de directeur van de overheidsinstelling.

Art. 23. De jongere kan zijn eigen schoenen en persoonlijke kleding dragen.

Het huishoudelijk reglement kan echter voor specifieke activiteiten specifieke kleding opleggen die door de overheidsinstelling ter beschikking wordt gesteld.

De overheidsinstelling stelt gepaste schoenen en kleren ter beschikking van de jongeren die geen persoonlijke schoenen en kleren hebben of deze niet willen dragen.

Om wederzijds respect binnen de overheidsinstelling kunnen in het huishoudelijk reglement beperkingen op het dragen van sommige kledingstukken worden opgenomen.

De overheidsinstelling treft alle nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de kleding van de jongeren net en bruikbaar is.

Art. 24. De jongere mag, inzonderheid bij bezoeken, voorwerpen, voedsel en kleding van buiten de overheidsinstelling krijgen en weggeven, mits dit volgens het huishoudelijk reglement is toegestaan.

De jongere kan, in een gesloten stelsel, onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald in het huishoudelijk reglement, op eigen kosten duurzame en consumptiegoederen verkrijgen via een dienst die zonder winsttoegmerk door de overheidsinstelling wordt georganiseerd en die zoveel mogelijk tegemoetkomt aan de wensen van de jongeren.

Art. 25. Er wordt een rubriekrekening op naam van de jongere geopend en beheerd door de overheidsinstelling onder de verantwoordelijkheid van de directeur van de overheidsinstelling.

De personen die deze persoonlijke rekening beheren, zijn gebonden aan een discretieverplichting.

Het zakgeld gegeven aan de jongere door de Franse Gemeenschap wordt op de rekening van de jongere gestort en de jongere kan ook geld van buiten krijgen op deze rekening.

De jongere heeft vrij toegang tot het geld op zijn rekening, zonder dat het saldo op de rekening negatief mag zijn.

Er mag geen geld van de rekening van de jongere worden opgenomen zonder zijn uitdrukkelijke schriftelijke toestemming.

Financiële transacties tussen jongeren in de overheidsinstelling zijn verboden, tenzij de directeur daar individueel toestemming voor heeft gegeven.

De jongere kan geen contant geld in de overheidsinstelling hebben, maar kan het van zijn rekening laten overmaken om buiten te gaan.

Wanneer de jongere voorgoed vertrekt, wordt de rekening gesloten en wordt het saldo aan hem teruggegeven

Art. 26. De jongere kan de hem toegewezen leefruimte inrichten, binnen de grenzen van het huishoudelijk reglement.

Afdeling 4. — Religieuze en filosofische praktijk

Art. 27. § 1. De jongere heeft recht om zijn godsdienst of filosofie individueel of collectief uit te oefenen volgens de procedures die zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement.

De overheidsinstelling probeert een gunstige sfeer te ontwikkelen voor de uitoefening van religieuze en filosofische praktijken inzonderheid wat betreft het voedingsdieet en de inachtneming van vastenperiodes. Ze bezorgt een lokaal voor de uitoefening van deze praktijken.

§ 2. De jongere heeft recht op religieuze, spirituele of morele bijstand van een levensbeschouwelijke of religieuze adviseur die voor dit doel individueel of collectief met (tot) de overheidsinstelling is verbonden (of toegelaten), overeenkomstig de nadere regels die zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement

De jongere kan alleen praten, in zijn leefruimte of in een lokaal waar hij alleen wordt geplaatst, met een filosofisch of religieus adviseur.

In ieder geval kan de hulp niet leiden tot proselitisme ten opzichte van de jongere.

Het opvoedingsprogramma van de filosofische en religieuze adviseurs wordt ter kennis gebracht van de directeur van de overheidsinstelling.

Afdeling 5. — Onderwijs

Art. 28. De jongere krijgt een onderwijs dat is aangepast aan zijn behoeften en vaardigheden en dat erop gemunt is zijn schoolherinschakeling te bevorderen, behalve als hij opgevangen wordt door een intermediaire eenheid.

De overheidsinstelling integreert, voor zover mogelijk en progressief, de jongeren in schoolinrichtingen buiten of ontwikkelt met deze laatste medewerkingsverbanden ertoe strekkend een valorisatie of het bekrachtigen te bekomen van de vaardigheden en competenties verworven door de jongere gedurende zijn plaatsing in de instelling.

De overheidsinstelling zorgt voor de begeleiding van de betrokken jongeren in verband met het bekomen van de algemene externe proef.

Als het onderwijs verstrekt wordt binnen de overheidsinstelling, moet het bij voorkeur door bevoegde leerkrachten verstrekt worden.

Onverminderd het belang van de jongere treedt de overheidsinstelling in contact met de door de jongere vóór de plaatsing bezochte school om een medewerking in te stellen inzake programma en om de herinschakeling te bevorderen na de plaatsing. Ze brengt de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen daar op de hoogte van.

De overheidsinstelling besteedt een bijzondere aandacht aan de specifieke behoeften van ongeletterde, analfabeten jongeren of de jongeren die de Franse taal niet beheersen. Er wordt ze een aangepast onderwijs gegeven.

Afdeling 6. — Gezondheid en hygiëne

Art. 29. De overheidsinstelling voorziet de jongere van een evenwichtige voeding, in voldoende hoeveelheden en aangepast aan de eisen van zijn gezondheidstoestand.

De jongere kan toegang hebben tot vegetarische voeding.

Art. 30. De overheidsinstelling zorgt ervoor dat de jongere voor zijn persoonlijke hygiëne kan zorgen.

Daartoe biedt ze de jongere toegang tot hygiënische en privacyvriendelijke sanitaire voorzieningen en voorziet hem van de nodige toiletartikelen.

Art. 31. De jongere heeft recht op de gezondheidszorg die nodig is voor zijn specifieke behoeften, die gelijkwaardig is aan die welke in de samenleving wordt geboden.

De gezondheidszorg die vóór de aankomst van de jongere in de overheidsinstelling wordt verleend, blijft tijdens zijn verblijf op gelijkwaardige wijze verleend.

De overheidsinstelling zorgt voor continuïteit van de zorg aan het einde van het verblijf van de jongere.

Art. 32. § 1. Wanneer het personeel van de overheidsinstelling dit nodig acht of op verzoek van de jongere, wordt hij zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen 48 uur na het verzoek door de medische dienst van de overheidsinstelling overgenomen.

Indien de overheidsinstelling niet in staat is de nodige zorg te verlenen, doet ze binnen dezelfde termijn een beroep op een externe zorgverlener, op kosten van de bevoegde administratie.

§ 2. Jonge zwangere vrouwen worden overgebracht naar een ziekenhuis voor bevalling.

Jonge zwangere vrouwen die een vrijwillige zwangerschapsonderbreking aanvragen, worden overgebracht naar een verzorgingsinstelling waaraan een informatiedienst is verbonden.

§ 3. Wanneer de jongere die in een gesloten stelsel verblijft, naar een ziekenhuis of verzorgingsinstelling wordt overgebracht, wordt het beschouwd als een uitbreiding van de overheidsinstelling, zonder dat dit de kwaliteit van de verleende zorg aantast.

Art. 33. De jongere kan op eigen kosten een beroep doen op de zorgverlener van zijn keuze en door hem worden behandeld, op voorwaarde dat de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, ermee instemmen de kosten te dekken.

In dat geval zorgt de directeur van de overheidsinstelling ervoor dat zo spoedig mogelijk contact wordt opgenomen met de zorgverlener.

Art. 34. De toediening van geneesmiddelen kan alleen plaatsvinden met de vrije en geïnformeerde instemming van de jongere.

De jongere heeft recht om gratis geneesmiddelen te krijgen die hij nodig heeft en om de behandelingen en voeding te volgen die door een arts zijn voorgeschreven.

Art. 35. Mits voorafgaande informatie en instemming van de jongere, informeert de overheidsinstelling de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen over zijn gezondheidstoestand.

In geval van een belangrijke verandering in de gezondheidstoestand van de jongere of wanneer de jongere naar een ziekenhuis of verzorgingsinstelling wordt overgebracht, stelt de directeur van de overheidsinstelling de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen, daar onmiddellijk in kennis van.

Wanneer de jongere gevaar loopt te overlijden of overlijdt, stelt de directeur de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen er onmiddellijk in kennis van en worden ze, op hun verzoek, door hem in contact gebracht met de aan de instelling verbonden arts.

Art. 36. Om jongeren die psychologische of psychiatrische zorg nodig hebben een beschermde luister- en expressieruimte te garanderen, werkt de overheidsinstelling inzonderheid samen met instellingen in de geestelijke gezondheidszorg en garandeert zij vrije toegang tot psychologische of psychiatrische consultaties met professionals buiten de overheidsinstelling.

De directeur van de overheidsinstelling zorgt ervoor dat het beroepsgeheim tussen externe beroepsbeoefenaren en beroepsbeoefenaren van de overheidsinstelling in acht wordt genomen.

Beroepsbeoefenaren van de overheidsinstelling mogen buiten de instelling niet tegelijkertijd een onderwijs- of psychosociale activiteit ten behoeve van dezelfde jongeren buiten de instelling uitoefenen.

Onverminderd de ethische regels van elk individu stellen externe beroepsbeoefenaars de directeur van de overheidsinstelling in kennis van alle aangelegenheden die van invloed kunnen zijn op de gezondheid of veiligheid van jongeren of het personeel van de overheidsinstelling.

Art. 37. Verzorgers behouden hun professionele onafhankelijkheid.

Hun beoordelingen en beslissingen met betrekking tot de gezondheid van de jeugd zijn uitsluitend gebaseerd op medische criteria.

Hat ambt van zorgverlener is onverenigbaar met een expertopdracht binnen de overheidsinstelling.

Afdeling 7. — Zakgeld

Art. 38. De jongere ontvangt 10,50 euro per week als zakgeld.

Dit bedrag wordt jaarlijks op 1 januari aangepast aan het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen.

Art. 39. Zakgeld is niet verschuldigd aan een jongere die meer dan vierentwintig uur lang zonder reden afwezig is.

De jongere krijgt zijn recht op zakgeld terug zodra hij opnieuw in de overheidsinstelling is geïntegreerd.

Zakgeld dat niet wordt verdeeld vanwege de afwezigheid van de jongere wordt uitsluitend toegewezen aan de individuele behoeften van de opgevangen jongeren. Deze toewijzing is onderworpen aan de goedkeuring van de directeur van de overheidsinstelling.

Art. 40. Besparing van zakgeld kan met instemming van de jongere worden aangemoedigd.

HOOFDSTUK 5. — Contacten met de buitenwereld

Afdeling 1. — Briefwisseling

Art. 41. De overheidsinstelling stelt de jongere het nodige materiaal ter beschikking zodat hij gratis kan corresponderen met eender welke persoon van zijn keuze.

De jeugd verstuurt en ontvangt brieven via de directeur van de overheidsinstelling.

Art. 42. Brieven die aan de jongere worden gericht, kunnen, voordat ze worden bezorgd, onder de controle van de directeur van de overheidsinstelling worden geplaatst met het oog op de handhaving van de orde of de veiligheid.

Deze controle betreft de aanwezigheid van voorwerpen of stoffen die vreemd zijn aan de briefwisseling en laat niet toe de brief te lezen. In dit geval wordt de jongere uitgenodigd om de zending te openen in aanwezigheid van de directeur, die, wanneer dit absoluut noodzakelijk is voor de handhaving van de orde of de veiligheid, de inlevering van de bij de brief gevoegde voorwerpen of stoffen kan eisen.

Art. 43. De door de jongere verzonden brieven zijn niet onderworpen aan de controle van de directeur van de overheidsinstelling vóór hun verzending, behalve om na te gaan of de jongere zich niet schriftelijk richt tot een persoon met wie hij niet kan communiceren naar aanleiding van een gerechtelijke beslissing of een beslissing van de directeur genomen krachtens artikel 67 van het decreet.

Art. 44. Brieven aan de volgende personen of overheden zijn niet onderworpen aan de in artikel 42 bedoelde controle:

- 1° de advocaat van de jongere;
- 2° de Koning;
- 3° consulaire en diplomatieke ambtenaren van het land van herkomst van de jongere;
- 4° de voorzitters van de parlementaire vergaderingen van het land;
- 5° de Ministers en staatssecretarissen van de federale, communautaire en gewestelijke Regeringen;
- 6° administratie;
- 7° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 8° het Comité voor de Rechten van het Kind;
- 9° de leden van de toezichtcommissie en de personen of instanties die verantwoordelijk zijn voor het toezicht op de overheidsinstelling;
- 10° de beroepsinstantie;
- 11° het Grondwettelijk Hof;
- 12° de gerechtelijke autoriteiten;
- 13° de Raad van State;

- 14° bemiddelaars van de federale staat, gemeenschappen en gewesten;
- 15° de bemiddelingsdienst die is opgericht in het kader van de federale commissie voor de rechten van de patiënt;
- 16° de Orde van Advocaten van de gemeente waarin de overheidsinstelling is gevestigd;
- 17° de Hoge Raad van Justitie;
- 18° het Interfederaal Centrum voor Gelijke Kansen en de Strijd tegen Racisme en Discriminatie;
- 19° het Permanent Comité voor de controle op de politiediensten;
- 20° de Orde der Artsen;
- 21° het Europees Hof voor de Rechten van de Mens;
- 22° het Europees Comité ter voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing;
- 23° de Commissie voor de rechten van de Mens van de Verenigde Naties;
- 24° het Comité van de Verenigde Naties tegen foltering.

2. De in lid 1 bedoelde lijst van personen en overheden kan door de Regering worden aangevuld.

Om de vrijheid van briefwisseling te waarborgen, moeten de hoedanigheid en het beroepsadres van deze personen of overheden en de identiteit van de jongere op de enveloppe worden vermeld.

Afdeling 2. — Bezoekrecht

Art. 45. De jongere heeft het recht om door personen van zijn keuze te worden bezocht, overeenkomstig de procedures die zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement, naar rata van:

- 1° minstens één uur per week als hij recht op uitgaan heeft;
- 2° minstens drie uur per week als hij geen recht op uitgaan geniet.

In het huishoudelijk reglement zijn de regels vastgelegd die van toepassing zijn op bezoeken, zowel wat betreft de registratieprocedure als het gedrag van jongeren en bezoekers.

De overheidsinstelling zorgt ervoor dat het bezoek plaatsvindt in omstandigheden die de emotionele banden met de familie en vrienden van de jongere in stand houden of verstevigen.

Art. 46. § 1. Tijdens het bezoek wordt toezicht gehouden om de orde en veiligheid te handhaven.

Deze controle bestaat uitsluitend uit een visuele inspectie, tenzij er geïndividualiseerde aanwijzingen zijn dat een andere vorm van inspectie noodzakelijk is in het belang van de orde of veiligheid.

Alleen visueel toezicht kan worden uitgeoefend tijdens de bezoeken van de advocaat van de jongeren.

§ 2. In geval van risico's voor de handhaving van de orde of de veiligheid kan de directeur van de overheidsinstelling:

- 1° van de bezoeker eisen dat hij een identiteitsbewijs overlegt en zijn bezittingen in een afgesloten ruimte deponeert;
- 2° het aantal personen dat tegelijkertijd tot de jongere wordt toegelaten, beperken;
- 3° de toegang van een bezoeker alleen voor het eerstvolgende geplande bezoek te verbieden of de permanente aanwezigheid van een personeelslid in de ruimte waar het bezoek plaatsvindt, opleggen.

§ 3. Het personeelslid dat toezicht houdt op het bezoek kan het bezoek vroegtijdig beëindigen indien de bezoeker of jongere in strijd handelt met de openbare orde en de goede zeden of het huishoudelijk reglement overtreedt.

Art. 47. De bezoeken van de volgende personen mogen niet worden verboden of beperkt in aantal of duur:

- 1° de advocaat van de jongere;
- 2° magistraten van de jeugdrechtbank;
- 3° leden van de parlementaire vergaderingen van het land;
- 4° consulaire en diplomatieke ambtenaren van het land van herkomst van de jongere;
- 5° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 6° de leden van de toezichtcommissie en de personen of organen die verantwoordelijk zijn voor het toezicht op de overheidsinstelling.

Art. 48. 2. Bezoeken en beslissingen om deze te verbieden of te beperken worden geregistreerd in een speciaal daartoe ingesteld register, dat voor elke beslissing specificieert:

- 1° de identiteit van de jongere;
- 2° het doel van de beslissing;
- 3° de omstandigheden die tot de beschikking hebben geleid en de redenen die deze hebben gerechtvaardigd;
- 4° de duur van het verbod of de beperking.

Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

- 1° de Minister;
- 2° de administratie;
- 3° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 4° de leden van de toezichtcommissie;
- 5° de jongere;
- 6° de advocaat van de jongere.

De persoonsgegevens in dit register worden bewaard tot en met 31 januari van het jaar volgend op het jaar van het definitieve vertrek van de jongere.

De directeur van de overheidsinstelling zendt de administratie jaarlijks uiterlijk op 31 januari een verslag toe over de in het voorgaande jaar genomen beslissingen om bezoeken te verbieden of te beperken. In dit verslag worden inzonderheid het aantal beslissingen, het doel, de duur, de redenen en het aantal betrokken jongeren vermeld.

Afdeling 3. — Telecommunicatie

Art. 49. De jongere heeft het recht om kosteloos per telefoon en videoconferentie te communiceren met personen van zijn keuze, minstens driemaal per week gedurende minstens tien minuten, overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement.

Art. 50. De directeur van de overheidsinstelling kan de jongere enkel verbieden om per telefoon of videoconferentie te communiceren als er geïndividualiseerde aanwijzingen zijn dat deze communicatie een bedreiging kan inhouden voor de handhaving van de orde of de veiligheid.

Art. 51. Alle telefonische en videoconferentiegesprekken van de jongeren zijn privé en vertrouwelijk en kunnen niet worden beluisterd.

Art. 52. De communicatie per telefoon en videoconferentie met de volgende personen mag niet worden verboden of beperkt in aantal of duur:

1° de advocaat van de jongere;

2° magistraten van de jeugdrechtbank;

3° leden van de parlementaire vergaderingen van het land;

4° consulaire en diplomatieke ambtenaren van het land van herkomst van de jongere;

5° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;

6° de leden van de toezichtcommissie en de personen of organen die verantwoordelijk zijn voor het toezicht op de overheidsinstelling.

2. Indien een van de personen op de in lid 1 bedoelde lijst de overheidsinstelling oproept om de jongere te ondervragen, wordt het verzoek ingewilligd. Indien de jongere niet onmiddellijk beschikbaar is, zorgt de overheidsinstelling ervoor dat hij de betrokkene zo spoedig mogelijk kan terugbellen.

Art. 53. Alle andere telecommunicatiemiddelen tussen een jongere en de buitenwereld van de overheidsinstelling dan die welke door dit besluit zijn toegestaan, zijn verboden.

Om de herinschakeling te bevorderen, kan de Minister evenwel toegang verlenen tot andere dan de bij dit besluit toegestane telecommunicatiemiddelen.

HOOFDSTUK 6. — De voorwaarden en nadere regels van het recht om uit te gaan

Art. 54. § 1. Ongeacht of het stelsel open of gesloten is, kan de jongere de overheidsinstelling op elk moment verlaten:

1° om een gerechtelijke verschijning;

2° om medische doeleinden;

3° om het bijwonen van een begrafenis in België in geval van overlijden van een ouder tot en met de tweede graad.

§ 2. Onverminderd artikel 105, derde lid, van het decreet, wordt het recht om uit te gaan van de jongere gedurende de eerste acht weken in een gesloten stelsel beperkt tot de in de eerste paragraaf bedoelde mogelijkheden.

§ 3. De aard, frequentie, voorwaarden en procedures van andere dan de in paragraaf 1 bedoelde mogelijkheden om uit te gaan worden bepaald door het opvoedingsproject bedoeld in artikel 14, lid 1.

§ 4. Mogelijkheden om uit te gaan die niet onder toezicht van een personeelslid plaatsvinden, zijn het onderwerp van een individueel programma dat op initiatief van de overheidsinstelling wordt vastgesteld.

Elk uitgaan zonder toezicht wordt voorbereid met de jongere en, indien nodig, met zijn of haar familie of leefgenoten.

Op het einde van het uitgaan zonder toezicht wordt systematisch een evaluatie gemaakt van het uitgaan en de verzevenlijking van de vooraf vastgestelde doelstellingen.

De overheidsinstelling neemt beoordelingen van ongecontroleerd uitgaan op in de verslagen die bij de jeugdrechtbank worden ingediend.

HOOFDSTUK 7. — De afzonderingsmaatregel

Art. 55. Tijdens de afzonderingsmaatregel bezoekt een lid van het onderwijsteam de jongere minstens om de twee uur tussen 8.00 en 22.00 uur en voert hij/zij individuele gesprekken met de jongere en onderwijsactiviteiten met hem/haar, met inbegrip van, in voorkomend geval, begeleide individuele activiteiten binnen de overheidsinstelling.

Art. 56. Tijdens de afzonderingsmaatregel in een bepaalde ruimte mag de jongere niet in het bezit zijn van voorwerpen die zijn eigen veiligheid en die van anderen in gevaar kunnen brengen.

Hij krijgt een fatsoenlijke en niet-stigmatiserende kleding.

Art. 57. De specifieke ruimte bestemd voor afzondering voldoet aan de volgende normen:

1° de ruimte wordt regelmatig onderhouden, verwarmd en geventileerd en de temperatuur mag niet lager zijn dan 18°;

2° de ruimte is natuurlijk verlicht en heeft voldoende elektrische verlichting;

3° de ruimte biedt toegang tot sanitaire voorzieningen die veiligheid en hygiëne garanderen;

4° de ruimte heeft de volgende minimumafmetingen: 9 m² oppervlakte en 22 m³ volume;

5° de kamer omvat minstens één bed, tafel en zitplaats die aan de vloer zijn bevestigd en die het niet mogelijk maken de lichtvoorzieningen te bereiken;

6° de verwarmings- en ventilatietoestellen worden in een afzonderlijke technische ruimte geplaatst;

7° maatregelen worden genomen om brandrisico's te voorkomen en te zorgen voor evacuatie in geval van een ramp.

Art. 58. De afzonderingsmaatregel moeten worden opgenomen in een speciaal daarvoor bestemd register, dat voor elke maatregel specificceert:

1° de identiteit van de jongere;

2° de identiteit van het lid van de directie dat de afzonderingsmaatregel treft;

3° de datum en tijd van het begin van de afzonderingsmaatregel;

4° de kamer waarin de jongere werd geïsoleerd;

5° de omstandigheden die tot de maatregel hebben geleid en de redenen die de maatregel rechtvaardigen en, indien van toepassing, de rechtvaardiging van de noodzaak om deze specifieke ruimte te gebruiken;

6° de datum en het tijdstip van het schriftelijk verslag dat aan de rechter die verantwoordelijk is voor het dossier van de jongere en aan de advocaat van de jongere wordt toegezonden;

7° de datum en het tijdstip van het bezoek van de arts wanneer de afzonderingsmaatregel bedoeld is om de fysieke veiligheid van de jongere te waarborgen;

8° in geval van een verlenging van de termijn tot meer dan vierentwintig uur, de datum en het tijdstip waarop de rechter die met het dossier van de jongere belast is, zijn akkoord heeft gegeven;

9° de datum en tijd van het einde van de afzonderingsmaatregel;

10° de uren van de dagelijkse bezoeken van het (de) lid (leden) van de directie, de identiteit van het (de) lid (leden) van de directie en de geformuleerde opmerkingen;

11° de uren van dagelijks bezoek van het lid of de leden van het multidisciplinaire team, de identiteit van het lid of de leden en de geformuleerde opmerkingen;

12° de uren van bezoek van het lid of de leden van het opvoedingsteam, de identiteit van de opvoeder(s) en de verrichte opmerkingen en activiteiten.

Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

1° de Minister;

2° de administratie;

3° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;

4° de leden van de toezichtcommissie;

5° de jongere;

6° de advocaat van de jongere.

De persoonsgegevens in dit register worden bewaard tot en met 31 januari van het jaar volgend op het jaar van het definitieve vertrek van de jongere.

De directeur van de overheidsinstelling doet de administratie jaarlijks uiterlijk op 31 januari een verslag toekomen over de afzonderingsmaatregelen die in het voorgaande jaar zijn genomen. In dit verslag worden inzonderheid het aantal maatregelen, de duur, de redenen daarvoor en het aantal betrokken jongeren vermeld.

HOOFDSTUK 8. — *Straffen*

Art. 59. De volgende gedragingen kunnen worden bestraft:

1° krenking en belediging;

2° de opzettelijke aanval op de fysieke of psychische integriteit van anderen of de dreiging van een dergelijke aanval;

3° weigering om de bevelen van het personeel van de overheidsinstelling te volgen;

4° weigering om deel te nemen aan een verplichte activiteit;

5° de moedwillige beschadiging of vernieling van de eigendommen van de instelling of van de eigendommen van personen die de overheidsinstelling bezetten of bezoeken;

6° het niet in acht nemen van de netheid van de ruimten;

7° aanwezigheid op een ongeoorloofde plaats;

8° niet-naleving van het huishoudelijk reglement;

9° vlucht;

10° het bezit, het gebruik of de handel in stoffen of voorwerpen die bij wet verboden zijn of niet zijn toegestaan door het huishoudelijk reglement;

11° weggelopen of ontsnappen.

Art. 60. De in artikel 59 bedoelde gedragingen kunnen worden onderworpen aan de volgende straffen, in voorkomend geval op cumulatieve basis:

1° een berisping;

2° de verwijdering van een toegelaten voorwerp, inzonderheid indien dit de oorzaak is van het aangeklaagde gedrag;

3° een aan de jeugdrechtbank gerichte observatienota;

4° het uitvoeren van een reflectiewerk in verband met het aangeklaagde gedrag;

- 5° het schrappen van een activiteit of uitgaan;
- 6° de uitvoering van een bijkomend karweitje;
- 7° de uitvoering van een taak of activiteit die gericht is op het herstel van het aangeklaagde gedrag;
- 8° de terugbetaling van de veroorzaakte schade door het inhouden van een deel van het zakgeld.

De straffen moeten in verhouding staan tot de doelstellingen inzake opvoeding en de handhaving van de orde en veiligheid.

Art. 61. §1. Een personeelslid dat de in artikel 59 bedoelde gedragingen opmerkt en het noodzakelijk acht een straf op te leggen, zendt binnen 24 uur een verslag aan de directeur van de overheidsinstelling.

Dit verslag wordt ondertekend en vermeldt de identiteit van de auteur, de identiteit van de jongere, de feiten die het in artikel 59 bedoelde gedrag vormen, de plaats, het tijdstip en de specifieke omstandigheden waarin zij zich hebben voorgedaan en de elementen van de verdediging van de jongere.

Voorafgaand aan zijn beslissing hoort de directeur de jongere en, indien hij het nodig acht, de andere betrokkenen.

De directeur stelt de jongere binnen 72 uur na ontvangst van het verslag mondeling en schriftelijk in kennis van zijn beslissing en de redenen die aan die beslissingen ten grondslag liggen, inzonderheid de redenen die de aard en de duur van de straf bepalen.

Op het tijdstip van de in lid 4 bedoelde mondelinge en schriftelijke mededeling wordt de jongere in kennis gesteld van de procedures voor het aanvechten van de beslissing.

Bij gebreke aan een vermelding van de nadere regels voor het aanvechten van beslissing, wordt de termijn voor het indienen van een klacht bedoeld in artikel 80, § 2, van het decreet geschorst totdat deze is verholpen.

§ 2. In het in § 1 bedoelde geval kan het personeelslid, indien hij dit noodzakelijk acht voor de handhaving van de orde of de veiligheid, onmiddellijk een of meer van de volgende maatregelen nemen, voor de duur die strikt noodzakelijk is:

- 1° het verwijderen van voorwerpen;
- 2° de uitsluiting van de huidige activiteit;
- 3° de scheiding van de groep;
- 4° de afzondering overeenkomstig artikel 69 van het decreet en de artikelen 55 tot en met 58 van dit besluit.

De in de leden 1, 1° en 3° bedoelde maatregelen mogen niet langer dan drie uur worden gehandhaafd zonder bevestiging van de directeur van de overheidsinstelling.

Art. 62. De straffen worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register, dat voor elke maatregel en voor elke sanctie wordt gespecificeerd:

- 1° de identiteit van de jongere;
- 2° de identiteit van het lid van de directie dat de straf neemt;
- 3° de datum en het uur van het begin van de straf;
- 4° de omstandigheden die tot de straf hebben geleid en de redenen die de straf rechtvaardigen;
- 5° de aard, inhoud en duur van de straf;
- 6° de datum en het uur waarop de straf eindigt;

7° in voorkomend geval, de maatregel tot intrekking van het voorwerp, uitsluiting van de activiteit of afzondering van de groep voorafgaand aan de straf, de identiteit van het personeelslid dat de maatregel neemt, de datum en het uur van het begin van de maatregel, de redenen die de maatregel rechtvaardigen en de datum en het uur waarop de maatregel eindigt.

Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd:

- 1° de Minister;
- 2° de administratie;
- 3° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 4° de leden van de toezichtcommissie;
- 5° de jongere;
- 6° de advocaat van de jongere.

De persoonsgegevens in dit register worden bewaard tot en met 31 januari van het jaar volgend op het jaar van het definitieve vertrek van de jongere.

De directeur van de overheidsinstelling zendt de administratie jaarlijks uiterlijk op 31 januari een verslag toe over de straffen die in het voorgaande jaar zijn opgelegd. Dit verslag vermeldt inzonderheid het aantal straffen, de aard, de duur, de redenen en het aantal betrokken jongeren en bevat een kritische analyse van het gebruik en de educatieve reikwijdte van de straffen, alsmede van de aanwending van orde- en veiligheidsmaatregelen alvorens straffen te treffen.

HOOFDSTUK 9. — *Onbevoegde afwezigheden*

Art. 63. De directeur van de overheidsinstelling stelt de politiediensten van het betrokken gebied en de jeugdrechtbank binnen de volgende termijnen in kennis van elke ongeoorloofde afwezigheid van een jongere:

- 1° onmiddellijk in geval van ongeoorloofde afwezigheid uit een gesloten stelseleenheid;
- 2° binnen 12 uur in geval van ongeoorloofde afwezigheid uit een open stelseleenheid.

De overheidsinstelling stelt personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen, daarvan gelijktijdig in kennis en vraagt hun medewerking.

Art. 64. § 1. De plaats van een jongere die zonder toestemming afwezig is in een intermediaire openstelseenheid, wordt gedurende 24 uur vanaf het moment dat de afwezigheid wordt vastgesteld, behouden.

De plaats van een jongere die zonder toestemming van een diagnose-eenheid met open of gesloten stelsel afwezig is, wordt gedurende drie dagen na de vaststelling van de afwezigheid gehandhaafd.

De plaats van een jongere die zonder toestemming van een onderwijseenheid met open stelsel afwezig is, wordt gedurende tien dagen na de vaststelling van de afwezigheid gehandhaafd.

Na het verstrijken van de in de voorgaande leden bedoelde termijnen wordt de plaats van de jongere vacant verklaard. In dit geval is de eventuele herplaatsing van de afwezige jongere afhankelijk van een nieuwe beslissing van de jeugdrechtbank.

§ 2. De plaats van een jongere die zonder toestemming van een intermediaire eenheid of een opvoedingseenheid met gesloten stelsel afwezig is, wordt gehandhaafd zolang de maatregel niet door de jeugdrechtbank wordt gewijzigd.

De plaats wordt echter vacant verklaard wanneer de jongere nog steeds zonder toestemming afwezig is na afloop van de door de jeugdrechtbank vastgestelde maatregel van huisvesting in een overheidsinstelling. In dit geval is de eventuele herplaatsing van de afwezige jongere afhankelijk van een nieuwe beslissing van de jeugdrechtbank.

Art. 65. De overheidsinstelling stelt personen die het ouderlijk gezag over de jongere, de politie en de jeugdrechtbank uitoefenen, in kennis van elke herplaatsing.

Bij elke herplaatsing organiseert de overheidsinstelling een specifieke opvang door het opvoedingsteam van de jongere, zoals gedefinieerd in het opvoedingsproject.

Het individuele project van de jongere kan na de herplaatsing worden herzien.

HOOFDSTUK 10. Samenwerking met administratieve en gerechtelijke instanties en alle diensten van de sector

Art. 66. De administratie stelt gemeenschappelijke educatieve projecten ter beschikking van de jeugdrechtbanken en alle diensten van de sector, alsook een brochure met een overzicht van de overheidsinstellingen, met voor elke overheidsinstelling de aangeboden diensten en de lijst van activiteiten.

Art. 67. De administratie organiseert een regelmatige dialoog met de Orde van Franstalige en Duitstalige balies om de doeltreffendheid van de rechten van de verdediging binnen de overheidsinstellingen te waarborgen.

Art. 68. De administratie organiseert een regelmatige dialoog met de erkende diensten die belast zijn met de opvang van jongeren die vervolgd worden voor een strafbaar feit, om ervoor te zorgen dat de diensten goed gecoördineerd worden met die van de overheidsinstellingen, of het nu gaat om gelijktijdige of opeenvolgende diensten.

HOOFDSTUK 11. — *Evaluatie, participatie en innovatieve praktijken*

Afdeling 1. — Het Opvoedingsprojectencomité

Art. 69. Er wordt een Opvoedingsprojectencomité ingesteld met de volgende opdrachten:

1° de in artikel 14, eerste lid, bedoelde opvoedingsprojecten voorbereiden, de uitvoering ervan evalueren en voorstellen tot wijziging ervan bestuderen;

2° de invoering van nieuwe psycho-educatieve praktijken voor stellen om de kwaliteit van de bescherming van jongeren te verbeteren;

3° de verzameling van de stemmen van jongeren evalueren;

4° voorstellen om vergaderingen met het publiek of erkende partners te organiseren om informatie uit te wisselen over de beroepspraktijken en om de thema's en kwesties die in dit verband worden behandeld, voor te stellen.

Art. 70. § 1. Het Opvoedingsprojectencomité bestaat uit de volgende leden:

1° de leidend ambtenaar of zijn vertegenwoordiger en twee leden van het administratief personeel van niveau 1;

2° de directeur van elke overheidsinstelling of het lid van de directie dat hij aanwijst voor de follow-up van de opvoedingsprojecten;

3° een lid van het opvoedingsteam van een diagnostische eenheid voor jongens;

4° een lid van het opvoedingsteam van een diagnostische eenheid voor meisjes;

5° een lid van het opvoedingsteam van een eenheid voor intramurale opvoeding met open stelsel voor jongens;

6° een lid van het opvoedingsteam van een eenheid voor intramurale opvoeding met open stelsel voor meisjes;

7° een lid van het opvoedingsteam van een eenheid voor extramurale opvoeding met open stelsel;

8° een lid van het opvoedingsteam van een eenheid voor opvoeding met gesloten stelsel voor jongens;

9° een lid van het opvoedingsteam van een eenheid voor opvoeding met gesloten stelsel voor meisjes;

10° een lid van het opvoedingsteam van een intermediaire eenheid;

11° een lid van het psycho-medisch-sociale team van een diagnostische eenheid voor jongens;

12° een lid van het psycho-medisch-sociale team van een diagnostische eenheid voor meisjes;

13° een lid van het psycho-medisch-sociale team van een eenheid voor intramurale opvoeding met open stelsel voor jongens;

14° een lid van het psycho-medisch-sociale team van een eenheid voor intramurale opvoeding met open stelsel voor meisjes;

15° een lid van het psycho-medisch-sociale team van een eenheid voor extramurale opvoeding met open stelsel;

16° een lid van het psycho-medisch-sociale team van een eenheid voor opvoeding met gesloten stelsel voor jongens;

17° een lid van het psycho-medisch-sociale team van een eenheid voor opvoeding met gesloten stelsel voor meisjes;

18° een lid van het psycho-medisch-sociale team van een intermediaire eenheid;

19° een lid van een bewakingsteam;

20° een vertegenwoordiger van elke vakbondsorganisatie die werknemers uit de publieke sector vertegenwoordigt, aangewezen door de organisatie.

De in de punten 3 tot en met 19 bedoelde leden worden benoemd door de leidend ambtenaar.

Voor de in 3° tot en met 20° bedoelde leden wordt een plaatsvervangend lid benoemd op dezelfde wijze als het werkend lid.

Het plaatsvervangend lid komt slechts in de plaats van het werkend lid.

§ 2. De leidend ambtenaar of zijn vertegenwoordiger zit de Commissie voor opvoedingsprojecten voor.

De administratie neemt het secretariaat waar van de vergaderingen van de Commissie voor opvoedingsprojecten.

§ 3. De Voorzitter roept de Commissie voor opvoedingsprojecten minstens om de drie jaar bijeen om de opvoedingsprojecten te evalueren.

Wanneer minstens een derde van de leden van de Commissie voor opvoedingsprojecten een met redenen omkleed verzoek indient, roept de voorzitter van de Commissie voor opvoedingsprojecten binnen twee maanden na het verzoek bijeen.

Afdeling 2. — Vergaderingen tussen overheidsinstellingen

Art. 71. De administratie organiseert minstens twee thematische of methodologische vergaderingen per jaar met verschillende overheidsinstellingen en, in voorkomend geval, andere diensten die zich bezighouden met de behandeling van jeugddelinquentie.

Deze bijeenkomsten zijn bedoeld om de uitwisseling van informatie over praktijken te bevorderen en deze te evalueren.

Afdeling 3. — Evaluatie van opvoedingsprojecten en -praktijken

Art. 72. Om de drie jaar stuurt de administratie de Minister een evaluatieverslag over de opvoedingsprojecten en -praktijken met inbegrip van:

- 1° een samenvatting van de debatten van de Commissie voor opvoedingsprojecten;
- 2° een samenvatting van de debatten van de vergaderingen tussen overheidsinstellingen;
- 3° een lijst van voorstellen tot wijziging van opvoedingsprojecten;
- 4° een advies over de geschiktheid van de specifieke opvoedingsprojecten en -activiteiten van elke overheidsinstelling voor de specifieke behoeften van jongeren;
- 5° een samenvatting van de adviezen en onderzoeken die door deskundigen aan de administratie zijn verstrekt;
- 6° een samenvatting van de interne evaluaties van de opvoedingspraktijken van de directeuren van de verschillende overheidsinstellingen, waarvan de voorwaarden door de administratie worden vastgesteld;
- 7° een samenvatting van de meningen van jongeren, opgesteld door de directeur van elke overheidsinstelling.

Een exemplaar van dit verslag wordt toegezonden aan de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Afdeling 4. — De deelname

Art. 73. § 1. De overheidsinstelling organiseert regelmatig overleg met jongeren om hun mening te geven over kwesties van gemeenschappelijk belang.

De nadere regels voor de raadpleging worden in het huishoudelijk reglement vastgelegd.

§ 2. De overheidsinstelling staat de individuele expressie van de jongere toe en bevordert de individuele expressie van de jongere met betrekking tot de huisvestingsvoorwaarden en de inhoud van zijn opvang, waarbij de anonimiteit wordt gewaarborgd.

De procedures voor het verzamelen van de meningen van de jongere zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement.

HOOFDSTUK 12. De procedures om de naleving van de bepalingen van de algemene verordening te beoordelen

Art. 74. De administratie voert minstens eenmaal per jaar controles ter plaatse uit bij elke overheidsinstelling om na te gaan of de bepalingen van het algemeen reglement nageleefd worden, inzonderheid door het raadplegen van de registers en het verzamelen van de meningen van jongeren.

TITEL 4. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 75. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1996 tot bepaling van de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, en tot bepaling van de rubrieken die het medisch-psychologisch verslag en de sociale studie over de jongeren die aan die instellingen toevertrouwd zijn, moeten omvatten, gewijzigd bij de besluiten van 14 mei 2009 en 13 maart 2014, wordt opgeheven.

Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 2014 betreffende het instellen van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, tot bepaling van de verscheidene stelsels binnen deze instellingen, tot vaststelling van de code voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming en tot regeling van sommige nadere regels voor de werking van deze instellingen, gewijzigd bij het besluit van 17 december 2014, wordt opgeheven.

Art. 76. Met het oog op hun inwerkingtreding op 1 januari 2021 worden de in artikel 14, eerste lid, bedoelde gezamenlijke opvoedingsprojecten opgesteld door een door de administratie ingesteld voorlopig comité, waarvan de samenstelling waarborgt dat de verschillende overheidsinstellingen en types zorg vertegenwoordigd zijn.

Art. 77. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 2019, met uitzondering van:

- 1° de artikelen 7 tot en met 15, 17, 54, 63, 64, 65, 66, 69, 70 en 72 en de woorden "en per videoconferentie" in artikel 49, die op 1 januari 2021 in werking treden;
- 2° artikel 21, § 3, dat in werking treedt op 1 januari 2022;
- 3° artikel 11, § 3, eerste lid, dat op 1 januari 2023 in werking treedt;

4° artikel 75, tweede lid, voor zover het de artikelen 1/1, 11, 13, § 2, 50, 51, 67, 68, 69, 70, 74, 75, 76 en 78 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 2014 betreffende het instellen van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, tot bepaling van de verscheidene stelsels binnen deze instellingen, tot vaststelling van de code voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming en tot regeling van sommige nadere regels voor de werking van deze instellingen, opheft, dat op 1 januari 2021 in werking treedt.

Art. 78. De Minister bevoegd voor jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2019.

De Minister-president, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Jeugdzaken, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel,

R. MADRANE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/202979]

28 JUNI 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 juillet 2017 portant nomination des membres ordinaires et des membres suppléants du Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, l'article 45, § 1^{er} et l'article 44 modifié par la loi du 13 février 1998 et la loi du 30 décembre 2009;

Vu les articles II.9-3 à II.9-7 et II.9-12 du code du bien-être au travail;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 2017 portant nomination des membres ordinaires et des membres suppléants du Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail, modifié par l'arrêté royal du 18 janvier 2018, l'arrêté royal du 3 juin 2018, l'arrêté royal du 11 octobre 2018 et l'arrêté royal du 22 avril 2019;

Vu la demande de remplacement et les présentations faites par l'instance concernée, conformément aux articles II.9-6 et II.9-7 du code du bien-être au travail;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. - Il est accordé démission honorable aux membres effectifs du Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail suivant, représentants des organisations les plus représentatives des employeurs :

- Madame Griet Vandewalle,
- Monsieur Marc Junius.

Art. 2. - A l'article 2 de l'arrêté royal du 21 juillet 2017 portant nomination des membres ordinaires et des membres suppléants du Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail, modifié par l'arrêté royal du 18 janvier 2018, l'arrêté royal du 3 juin 2018 et l'arrêté royal du 22 avril 2019, les mots "Madame Griet Vandewalle" et « Monsieur Marc Junius » sont supprimés.

Art. 3. - Sont nommés membres effectifs du même Conseil Supérieur, en qualité de représentants des organisations les plus représentatives des employeurs :

- Madame Marie-Pierre Dawance, en remplacement de Madame Griet Dewalle,
- Monsieur Marc De Wilde, en remplacement de Monsieur Marc Junius.

Art. 4. - A l'article 2 du même arrêté, les mots « Madame Marie-Pierre Dawance » et « Monsieur Marc De Wilde » sont insérés par ordre alphabétique.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/202979]

28 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 juli 2017 tot benoeming van de gewone en plaatsvervangende leden van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, artikel 45, § 1 en artikel 44 gewijzigd bij de wet van 13 februari 1998 en de wet van 30 december 2009;

Gelet op de artikelen II.9-3 tot II.9-7 en II.9-12 van de codex over het welzijn op het werk;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 2017 tot benoeming van de gewone en plaatsvervangende leden van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 januari 2018, het koninklijk besluit van 3 juni 2018, het koninklijk besluit van 11 oktober 2018 en het koninklijk besluit van 22 april 2019;

Gelet op de aanvraag tot vervanging en de voordrachten gedaan door de betrokken instantie, overeenkomstig de artikelen II.9-6 en II.9-7 van de codex over het welzijn op het werk;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. - Eervol ontslag wordt verleend aan de volgende gewone leden van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk, afgevaardigden van de meest representatieve werkgeversorganisaties :

- Mevrouw Griet Vandewalle,
- De heer Marc Junius.

Art. 2. - In artikel 2 van het koninklijk besluit van 21 juli 2017 tot benoeming van de gewone en plaatsvervangende leden van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 januari 2018, bij het koninklijk besluit van 3 juni 2018 en bij het koninklijk besluit van 22 april 2019, worden de woorden "Mevrouw Griet Vandewalle" en "De heer Marc Junius" opgeheven.

Art. 3. - Worden benoemd tot gewone leden van dezelfde Hoge Raad als afgevaardigden van de meest representatieve werkgeversorganisaties :

- Mevrouw Marie-Pierre Dawance, ter vervanging van Mevrouw Griet Dewalle,
- De heer Marc De Wilde, ter vervanging van de heer Marc Junius.

Art. 4. - In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "Mevrouw Marie-Pierre Dawance" en "De heer Marc De Wilde" op alfabetische wijze ingevoegd.